

5° la valeur de référence indicative de 50 % du traitement brut moyen et du salaire brut moyen.

L'évaluation visée à l'alinéa 1^{er} est soumise par le ministre flamand qui a l'enseignement dans ses attributions, pour avis, à une commission composée d'une délégation des organisations syndicales représentatives et des dispensateurs d'enseignement. La commission rend son avis au ministre flamand qui a l'enseignement dans ses attributions, au plus tard deux mois après la demande.

Une délégation telle que visée à l'alinéa 2 est composée de 10 membres au maximum. Un membre du personnel du domaine politique de l'Enseignement et de la Formation agit en tant que secrétaire de la commission. ».

CHAPITRE 6. — *Modification de l'arrêté du Gouvernement flamand du 5 octobre 2018 portant les échelles de traitement de certains membres du personnel de l'enseignement*

Art. 7. Le chapitre 2 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 5 octobre 2018 portant les échelles de traitement de certains membres du personnel de l'enseignement, modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 22 avril 2022, est complété par un article 2/1, rédigé comme suit :

« Art. 2/1. À partir du 1^{er} novembre 2024, le caractère adéquat des salaires minimaux des échelles de salaire 121 et 229, visés à l'annexe au présent arrêté, est évalué tous les quatre ans. Le ministre flamand qui a l'enseignement dans ses attributions décide qui effectue l'évaluation. Lors de cette évaluation, il est tenu compte des éléments suivants :

1° le pouvoir d'achat des membres du personnel recevant les salaires minimaux des échelles de salaire 121 et 229, visés à l'annexe au présent arrêté, en tenant compte du coût de la vie ;

2° le niveau général des traitements et des salaires et leur répartition ;

3° le taux de croissance des traitements et des salaires ;

4° les niveaux et développements de productivité nationaux à long terme ;

5° la valeur de référence indicative de 50 % du traitement brut moyen et du salaire brut moyen.

L'évaluation visée à l'alinéa 1^{er} est soumise par le ministre flamand qui a l'enseignement dans ses attributions, pour avis, à une commission composée d'une délégation des organisations syndicales représentatives et des dispensateurs d'enseignement. La commission rend son avis au ministre flamand qui a l'enseignement dans ses attributions, au plus tard deux mois après la demande.

Une délégation telle que visée à l'alinéa 2 est composée de 10 membres au maximum. Un membre du personnel du domaine politique de l'Enseignement et de la Formation agit en tant que secrétaire de la commission. ».

CHAPITRE 7. — *Dispositions finales*

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} novembre 2024, à l'exception de l'article 5 qui produit ses effets le 1^{er} avril 2024.

Art. 9. Le ministre flamand qui a l'enseignement et la formation dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 5 juillet 2024.

Le ministre-président du Gouvernement flamand,

J. JAMBON

Le ministre flamand de l'Enseignement, des Sports, du Bien-Être des animaux et du Vlaamse Rand,

B. WEYTS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2024/007631]

23 MAI 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon adoptant définitivement la révision du plan de secteur de Liège (planche 42/2) portant sur l'inscription d'une zone d'enjeu communal et la désinscription des tracés existant d'une route de liaison régionale et d'une ligne électrique à haute tension sur le territoire de la ville de Liège

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code du développement territorial (CoDT), l'article D.II.50 ;

Vu l'article 246 du décret du 13 décembre 2023 modifiant le Code de développement territorial et le décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative et abrogeant le décret du 5 février 2015 relatif aux implantations commerciales ;

Vu le schéma de développement du territoire adopté par le Gouvernement wallon le 27 mai 1999 ;

Vu l'arrêté royal du 26 novembre 1987 établissant le plan de secteur de Liège et ses révisions ultérieures ;

Vu l'arrêté ministériel du 16 décembre 2014 arrêtant définitivement le périmètre du site à réaménager SAR/Lg254 dit « darse de Coronmeuse » sis à Liège ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 décembre 2020 décidant de réviser le plan de secteur de Liège (planche 42/2), adoptant le projet de plan visant à inscrire une zone d'enjeu communal et à désinscrire le tracé existant d'une route de liaison régionale et d'une ligne électrique à haute tension sur le territoire de la commune de Liège en vue de contribuer à la dynamisation du pôle urbain de Liège et de renforcer le potentiel de centralité du site de Coronmeuse et décidant de faire réaliser un rapport sur les incidences environnementales du projet de plan et de la carte d'affectation des sols jointe à la demande de la ville de Liège et adoptant son projet de contenu ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 septembre 2019 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement wallon ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 janvier 2022 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement ;

Vu l'arrêté ministériel du 8 mars 2021 adoptant le contenu du rapport sur les incidences environnementales :

- du projet de révision du plan de secteur de Liège (planche 42/2) adopté par arrêté du Gouvernement du 3 décembre 2020 visant à inscrire une zone d'enjeu communal et à désinscrire le tracé existant d'une route de liaison régionale et d'une ligne électrique à haute tension sur le territoire de la commune de Liège en vue de contribuer à la dynamisation du pôle urbain de Liège et de renforcer le potentiel de centralité du site de Coronmeuse

- de la carte d'affectation des sols jointe à la demande de la ville de Liège ;

Vu le permis d'urbanisme octroyé à la SA ELIA ASSET en date du 9 juin 2021 autorisant le démontage de la ligne électrique aérienne 70kV 70423 inscrite au plan de secteur ;

Vu les différentes autorisations déjà délivrées sur le site en vue de son urbanisation ;

Réalisation du rapport sur les incidences environnementales

Considérant qu'une évaluation des incidences a été prescrite sur la base du Code ; qu'elle a été décidée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 décembre 2020 et que son contenu a été fixé par l'arrêté ministériel du 8 mars 2021 précités ;

Considérant que le demandeur a chargé le bureau d'études « ARIES Consultants SA » de la réalisation du rapport sur les incidences environnementales et en a informé l'administration le 14 avril 2021 ; que le bureau « ARIES Consultants SA » est dûment agréé et n'a pas fait l'objet d'une récusation en date du 23 avril 2021 ;

Considérant que le pôle « Aménagement du territoire », le pôle « Environnement » et la commission consultative communale d'aménagement du territoire et de mobilité (CCATM) de la ville de Liège ont été régulièrement informés de l'évolution des analyses préalables et de la rédaction du rapport sur les incidences environnementales, comme le prévoient les articles D.II.49, § 1^{er} et D.VIII.30 du CoDT ;

Considérant, en effet, que la première phase du rapport a été communiquée aux pôles « Aménagement du territoire » et « Environnement » ainsi qu'à la CCATM de Liège le 11 juin 2021 pour information ; que seuls le pôle « Aménagement du territoire » et la CCATM de Liège ont fait part de leurs observations et suggestions, respectivement le 16 juillet 2021 et le 25 août 2021 ;

Considérant que la CCATM de Liège, dans son avis du 7 juillet 2021 réceptionné le 25 août, estimait « *ne pas être en mesure d'émettre un avis circonstancié sur le projet de rapport soumis à son examen* » et invitait l'auteur du rapport à « *poursuivre l'évaluation des effets du projet sur l'environnement et à présenter les résultats de ces analyses au terme de la phase 2* » ;

Considérant que dans ses observations et suggestions du 16 juillet 2021, le pôle « Aménagement du territoire » estimait que la phase 1 du rapport d'incidences sur l'environnement (RIE) était trop générale et n'allait pas suffisamment au bout du raisonnement ; qu'il relevait une liste d'éléments qui nécessitaient des précisions et analyses complémentaires ;

Considérant que la première phase amendée et la seconde phase du rapport ont été communiquées aux pôles et à la CCATM de Liège le 22 décembre 2021 pour information ; que ces trois instances ont fait part de leurs observations et suggestions, le 28 janvier 2022 pour le pôle « Aménagement du territoire », le 15 février 2022 pour le pôle « Environnement » et le 21 mars 2022 pour la CCATM de Liège ;

Considérant que dans ses observations et suggestions du 28 janvier 2022, le pôle « Aménagement du territoire » estimait « *que le RIE, phases 1 et 2, ne répond pas de manière satisfaisante aux demandes formulées dans son avis précédent et aux éléments définis pour le contenu de ce RIE* » ; qu'en conséquence, il demandait que soit réalisé un complément au RIE, contenant informations et analyses sur différents points listés dans son avis ;

Considérant que dans ses observations et suggestions du 14 février 2022, le pôle « Environnement » a pris connaissance de l'évolution des analyses préalables et de la rédaction du rapport sur les incidences environnementales (phases 1 et 2) ; qu'il adhère aux objectifs de la révision qui vise, de manière générale, à requalifier l'entrée nord de la ville, « *un territoire sous-occupé, manquant de cohérence et d'identité* » ; qu'il salue la valeur d'exemple que pourra donner l'éco-quartier par, notamment, son alimentation en énergie (réseau de chaleur depuis l'incinérateur de déchets, production de froid par la Meuse), sa connexion aux réseaux de transports en commun et modes doux, sa multifonctionnalité ; que le pôle constate toutefois que la procédure de révision de plan de secteur a été dépassée par les procédures et événements, qu'en conséquence, il se limite à appuyer certains points relatifs à la mise en œuvre globale du projet et à sa carte d'affectation des sols ;

Considérant que le 8 mars 2022, la CCATM de Liège a remis un avis dans lequel elle « *souscrit globalement aux analyses et recommandations formulées par l'auteur de l'IEI au terme des phases 1 et 2 de l'analyse du projet de révision du plan de secteur* » ; qu'elle émet toutefois différentes remarques, recommandations et demandes ; que celles-ci portent notamment sur les connexions à créer et l'intégration dans le quartier existant, sur les espaces verts urbains, sur les densités et sur les développements commerciaux ;

Considérant que le SPW territoire, logement, patrimoine, énergie a également envoyé un courrier à la ville de Liège le 9 mars 2022 afin de faire part de manquements observés dans le rapport sur les incidences environnementales, notamment au regard des informations que doit contenir le RIE, telles que définies dans l'arrêté du 8 mars 2021 ;

Considérant que le 6 septembre 2022, une version retravaillée des phases 1 et 2 du RIE a été transmise aux pôles et à la CCATM de Liège pour information ; que la CCATM de Liège a fait part de ses observations et suggestions le 11 octobre 2022 et le pôle « Aménagement du territoire » le 14 octobre 2022 ; que le pôle « Environnement » ne s'est, quant à lui, pas prononcé ;

Considérant que dans son avis du 11 octobre 2022, la CCATM de Liège prend acte de l'évolution du dossier et émet diverses considérations sur la manière dont son avis a été pris en considération ;

Considérant que dans ses observations et suggestions du 14 octobre 2022, le pôle « Aménagement du territoire » note que toutes ses remarques émises précédemment ont été analysées et le RIE complété en fonction ;

Considérant que la version définitive du rapport sur les incidences environnementales du projet de plan et de la carte d'affectation des sols ont été transmis au Gouvernement le 7 novembre 2022 conformément à l'article D.II.49 du CoDT ;

Conclusions du rapport sur les incidences environnementales

Considérant que la **première phase** du rapport sur les incidences environnementales, portant principalement sur la justification socio-économique et la validation de la localisation du projet de plan, valide l'opportunité du projet de plan tel qu'adopté par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 décembre 2020 ;

Considérant qu'elle conclut que le projet de révision de plan, au droit du site de Coronmeuse, secteur nord d'entrée de ville, permet sa requalification au moyen de son réaménagement général ; que le caractère central du site de Coronmeuse au sein du territoire communal permet une densification du pôle urbain liégeois et la prolongation du tissu urbanisé ; que sa proximité à la ville dense lui confère également une accessibilité optimale, renforcée par l'arrivée du tram ;

Considérant que la première phase du rapport sur les incidences environnementales valide également la désinscription du tracé de la voirie de liaison matérialisée par le quai de Wallonie et l'avenue Maurice Denis ainsi que la désinscription du tracé de la ligne à haute tension ;

Considérant que la **seconde phase** du rapport sur les incidences environnementales, portant principalement sur l'analyse des incidences environnementales du projet de plan et de la carte d'affectation des sols ainsi que sur l'analyse d'alternatives, aboutit à plusieurs recommandations visant à éviter, réduire et, dans la mesure du possible, compenser les incidences négatives non négligeables identifiées pour les différents domaines environnementaux étudiés dans le cadre du rapport sur les incidences environnementales.

Considérant toutefois que suite à l'analyse des alternatives possibles, l'auteur du rapport conclut qu'aucune alternative au projet de plan et à la carte d'affectation des sols, qu'elle soit de localisation ou d'affectation, n'est à privilégier ; qu'il valide le choix d'inscrire une zone d'enjeu communal, cet outil offrant, selon lui, à la fois la possibilité de donner des lignes directrices fermes pour le développement, une facilité pour l'opérationnalisation du site et une sécurité juridique tout en assurant le maintien d'une flexibilité et d'une évolution des projets dans le temps, au gré des besoins et de l'évolution du contexte ;

Considérant que l'auteur du rapport sur les incidences environnementales identifie des incidences prévisibles en matière d'urbanisme, de logements, d'équipement, de sécurité, de mobilité, de sol et de sous-sol, d'eaux souterraines et superficielles, de faune et de flore, d'ambiance olfactive, de climat et d'énergie et de bruit ; que les recommandations émises par le rapport sur les incidences environnementales concernent, cependant la mise en œuvre du projet ; que celles-ci ne relèvent pas du plan de secteur et seront examinées dans le cadre de la délivrance des permis subséquents à l'adoption définitive du plan ;

Considérant qu'il appartiendra, dès lors, aux autorités compétentes en la matière de déterminer les mesures visant à réduire les impacts sur l'environnement de la mise en œuvre du plan et d'assurer le suivi de ces mesures afin de vérifier qu'elles suffisent à réduire les impacts négatifs imprévus et pouvoir engager les actions correctrices éventuelles qu'elles jugeraient appropriées ;

Avis des instances

Considérant qu'en application de l'article R.II.49-1 du CoDT, le Ministre a déterminé les personnes et instances qu'il jugeait utile de consulter, en application de l'article D.II.49, § 2, du CoDT, et a chargé le SPW-TLPE de leur soumettre le dossier pour avis, le 1^{er} décembre 2022 ;

Considérant que le SPW Agriculture, Ressources Naturelles et Environnement (SPW-ARNE) et le fonctionnaire délégué ont été consultés le 5 décembre 2022 ;

Considérant que l'article D.II.49, § 2, alinéa 2, du CoDT stipule que « *Les avis sont transmis dans les soixante jours de l'envoi de la demande du Gouvernement. À défaut, ils sont réputés favorables* » ; que les avis devaient donc être transmis pour le 3 février 2023 ; qu'à défaut d'avoir transmis leurs avis dans le délai, les avis du SPW Agriculture Ressources naturelles et Environnement et du fonctionnaire délégué sont réputés favorables ;

Considérant que sur la base du rapport sur les incidences environnementales et des avis sollicités, il n'a pas été estimé qu'une autre solution raisonnable envisagée était de nature à mieux répondre aux objectifs poursuivis que le projet de plan ; qu'il n'y a dès lors pas eu lieu d'adopter un nouveau projet de plan ;

Enquête publique

Considérant que ce projet de révision du plan de secteur de Liège a été soumis à enquête publique du 30 mars au 15 mai 2023 sur le territoire de la ville de Liège, conformément au prescrit des articles D.VIII.7 à 9 du CoDT ;

Considérant que l'enquête publique n'a donné lieu à aucune réclamation ;

Avis après enquête

Considérant que le conseil communal de Liège a sollicité, en date du 4 juillet 2023 et conformément à l'article D.II.49, § 6, du CoDT les avis du fonctionnaire délégué, du pôle « Aménagement du territoire » et du pôle « Environnement » ;

Considérant qu'en date du 18 août 2023, le pôle « Environnement » a remis un avis dans lequel il estime que le RIE répond à l'article D.VIII.33, § 3, du CoDT ; qu'il remet également un avis favorable sur l'opportunité environnementale du projet moyennant la prise en compte des mêmes remarques que celles émises dans son avis du 14 février 2023 et qui visent la constitution d'un véritable réseau écologique lors de la délivrance des permis et que, dans la suite des procédures, les connexions aux arrêts de tram par les modes doux soient parfaitement assurées, l'articulation des lignes et arrêts de bus avec les autres fonctions soit assurée et la vue depuis le Pont Atlas et le quai de Coronmeuse soit analysée, en particulier pour les hauts gabarits ;

Considérant qu'en date du 1^{er} septembre 2023, le pôle « Aménagement du territoire » a remis un avis favorable sur le projet de révision du plan de secteur de Liège ;

Considérant qu'il estime dans le même avis que le rapport sur les incidences environnementales contient les éléments nécessaires à la prise de décision ;

Considérant qu'en date du 4 septembre 2023, le fonctionnaire délégué a remis un avis précisant que la demande de révision du plan de secteur en vue de l'inscription d'une zone d'enjeu communal ne soulevait aucune objection de la part de ses services, son contenu rencontrant la finalité de la création d'un nouveau quartier à Coronmeuse tel qu'il a été envisagé dès 2015 ;

Considérant que le conseil communal a émis, le 23 octobre 2023, un avis favorable ;

Adoption définitive de la révision du plan de secteur

Considérant les motivations apportées à l'inscription de la zone et à la désinscription des tracés retenus par l'arrêté du Gouvernement du 3 décembre 2020 précité ;

Considérant qu'aucune réclamation formulée lors de l'enquête publique ni avis émis à l'issue de celle-ci, en application du CoDT, ne s'oppose à ce projet de révision de plan de secteur ;

Considérant que le pôle « Aménagement du territoire » recommande toutefois la désinscription de la ligne à haute tension sur la totalité de la longueur désaffectée ;

Considérant que cette recommandation apparaît pertinente, et peut être appliquée sur l'ensemble du territoire de la commune de la ville de Liège ;

Considérant, en conséquence, qu'il convient d'adopter définitivement la révision du plan de secteur de Liège visant à inscrire une zone d'enjeu communal d'une superficie de 27 ha sur des biens immobiliers situés sur le site dit « Coronmeuse » et précédemment inscrits en zone de services publics et d'équipements communautaires, en zone d'activité économique industrielle, en zone d'habitat, en zone d'espaces verts et sur la darse reprise en voie navigable au plan de secteur et à désinscrire le tracé existant d'une route de liaison régionale et d'une ligne électrique à haute tension sur le territoire de la commune de Liège ;

Respect des principes applicables à la révision du plan de secteur (article D.II.45)

Considérant que l'inscription de toute nouvelle zone destinée à l'urbanisation en lieu et place d'une zone non destinée à l'urbanisation doit être attenante à une zone existante destinée à l'urbanisation ; que l'inscription de la nouvelle zone d'enjeu communal au plan de secteur est attenante à une zone d'habitat ; qu'elle respecte la condition énoncée à l'article D.II.45, § 1^{er}, du CoDT ;

Considérant, en outre, que l'inscription d'une nouvelle zone destinée à l'urbanisation en lieu et place d'une zone non destinée à l'urbanisation ne peut pas prendre la forme d'une urbanisation en ruban le long de la voirie ; que l'inscription de la nouvelle zone d'enjeu communal au plan de secteur respecte cette condition ; qu'en effet la composition urbanistique projetée s'organise autour d'un nouveau réseau viaire identifié dans la carte d'affectation des sols ;

Considérant que le CoDT prescrit également, en son article D.II.45, § 3, que toute nouvelle zone destinée à l'urbanisation et susceptible d'avoir des incidences non négligeables sur l'environnement en lieu et place d'une zone non destinée à l'urbanisation doit être compensée ; que l'article D.II.45, § 5, alinéa 2, du CoDT précise que « *par dérogation au paragraphe 3, aucune compensation n'est due à concurrence de dix pour cent de la superficie totale des zones destinées à l'urbanisation visées à l'article D.II.23, alinéa 2, et situées dans le périmètre concerné par la révision du plan de secteur portant sur l'inscription d'une zone d'enjeu communal lorsque :*

1° *la révision du plan de secteur porte sur l'inscription d'une zone d'enjeu communal en lieu et place d'une ou de plusieurs zones non destinées à l'urbanisation visées à l'article D.II.23, alinéa 3 ;*

2° *l'inclusion de la ou des zones non destinées à l'urbanisation est justifiée eu égard aux objectifs de développement du potentiel de centralité ;*

3° *la ou les zones non destinées à l'urbanisation sont soit enclavées, soit périphériques et contiguës à une ou plusieurs zones destinées à l'urbanisation situées dans le périmètre concerné par la révision du plan de secteur » ;*

Considérant que la présente révision visant l'inscription d'une zone d'enjeu communal d'une superficie de 27 ha en lieu et place de zones destinées à l'urbanisation et d'une zone non destinée à l'urbanisation de 0,74 ha s'inscrit bien dans le cadre de la dérogation à l'application de l'article D.II.45, § 3, du CoDT ;

Considérant que l'article D.II.45, § 5, précise que l'inscription d'une zone d'enjeu communal vise une partie du territoire qui contribue à la dynamisation des pôles urbains et ruraux et dont le potentiel de centralité, caractérisé par une concentration en logements et par un accès aisé aux services et aux équipements, est à renforcer par une densification appropriée, par le renouvellement, par la mixité fonctionnelle et sociale et par l'amélioration du cadre de vie ;

Considérant que le périmètre visé par l'inscription de la nouvelle zone d'enjeu communal au plan de secteur contribue incontestablement à dynamiser le pôle urbain de Liège, de par sa proximité avec ce dernier ; que la plupart des documents stratégiques qui ont été élaborés au niveau communal ou au niveau supra-communal attestent de la situation privilégiée du site de Coronmeuse à cet égard ; qu'il ressort de la carte d'affectation des sols jointe à l'inscription de la zone d'enjeu communal que le développement du quartier projeté par les autorités communales contribuera bien à renforcer la centralité du territoire concerné, de par les objectifs qu'elle poursuit ; que les options qu'elle entend mettre en œuvre répondent aux principes énoncés à l'article D.II.45, § 5, 1^{er} alinéa, du CoDT en termes de densité, de renouvellement urbain, de mixité fonctionnelle et sociale et d'amélioration du cadre de vie ;

Considérant, dès lors, que la présente révision du plan de secteur de Liège respecte les principes applicables à la révision, tels qu'énoncés à l'article D.II.45, §§ 1^{er} à 3 et 5, du CoDT ;

Respect de l'article D.I.1. du CoDT

Considérant qu'aux termes de l'article D.I.1 du CoDT,

« § 1^{er} *le territoire de la Wallonie est un patrimoine commun de ses habitants. L'objectif du Code du Développement territorial [...] est d'assurer un développement durable et attractif du territoire.*

Ce développement rencontre ou anticipe de façon équilibrée les besoins sociaux, économiques, démographiques, énergétiques, patrimoniaux, environnementaux et de mobilité de la collectivité, en tenant compte, sans discrimination des dynamiques et des spécificités territoriales, ainsi que de la cohésion sociale.

« § 2 *La Région, les communes et les autres autorités publiques, chacune, dans le cadre de ses compétences et en coordination avec la Région, sont acteurs, gestionnaires et garantes de ce développement » ;*

Considérant que l'auteur du rapport sur les incidences environnementales estime que le projet de révision de plan de secteur, par son objectif d'aménagement d'un nouveau quartier de 1.465 logements et la création de nouvelles fonctions, telles que commerces, bureaux, et services ainsi que par la valorisation du parc Astrid, contribuera à répondre aux besoins sociaux et économiques de la collectivité ;

Considérant qu'il estime également que l'implantation du projet permet de renforcer véritablement le report modal, puisqu'à proximité directe d'un futur arrêt du projet de tram ; qu'en prévoyant, par ailleurs, l'organisation d'une mobilité durable dans le périmètre et en privilégiant l'usage des modes doux, le projet de révision de plan de secteur contribuera à répondre aux besoins de mobilité de la collectivité ;

Considérant que la performance des constructions et des espaces publics se fera dans une optique d'architecture bioclimatique, de lutte contre les effets de chaleur et d'adaptabilité des constructions ; que de ce fait, l'auteur du rapport sur les incidences environnementales estime que le projet de révision de plan de secteur contribuera à répondre aux besoins énergétiques de la collectivité ;

Considérant qu'en matière de patrimoine, le projet prévoit la conservation et la rénovation d'anciens bâtiments, dont certains représentent les derniers vestiges de l'Exposition de 1939 ; qu'en ce qui concerne le milieu naturel, le projet prévoit la valorisation du parc Astrid, actuellement sous-occupé et très peu valorisé, valorisant de plus sa qualité biologique ; que pour ces raisons, l'auteur du rapport sur les incidences environnementales estime que le projet de révision de plan de secteur contribuera à répondre aux besoins patrimoniaux et environnementaux de la collectivité ;

Considérant qu'à l'issue des conclusions du rapport sur les incidences environnementales, il apparaît que la révision du plan de secteur contribue bien à la satisfaction des besoins sociaux, économiques, énergétiques, patrimoniaux, environnementaux et de mobilité de la collectivité ;

Considérant que la révision du plan de secteur répond dès lors bien au prescrit de l'article D.I.1 du CoDT, comme l'envisageait le projet de plan, en ce qu'elle réalise un équilibre dans la satisfaction des besoins de la collectivité permettant d'assurer un développement durable et attractif du territoire ;

Conformité au schéma de développement du territoire

Considérant que Liège est identifiée comme pôle majeur et est située au carrefour d'eurocorridors dans l'aire de coopération Maastricht, Hasselt, Aachen, Liège au schéma de développement du territoire en vigueur ;

Considérant que les principes de mise en œuvre, définis par le schéma de développement du territoire en vigueur, en matière de structuration du territoire prescrivent de densifier les centres et de diminuer la dépendance à la voiture ; que créer « un quartier de ville mixte, durable, vert, à la mobilité apaisée, et offrant des possibilités spécifiques pour le développement de l'agriculture urbaine et de circuits courts, conçu pour s'inscrire en continuité des quartiers voisins existants et, par ailleurs, desservi par le futur tramway » sur ce site permet d'augmenter l'attractivité du pôle majeur de Liège et d'en renforcer la structure ;

Considérant que, par la requalification d'une zone d'activité économique industrielle aujourd'hui désuète et obsolète et la valorisation du site de Coronmeuse, jusque-là sous occupé, la révision du plan de secteur apportera une solution adaptée à une situation dégradée située à la jonction entre Liège et Herstal<usb>;

Considérant que répondre aux besoins en logements fait également partie des objectifs du schéma de développement du territoire ; que cette réponse peut s'envisager par le développement de nouveaux logements ; que le projet associé à la zone d'enjeu communal prévoit la construction d'environ 1465 logements ;

Considérant qu'en complémentarité du programme résidentiel, le projet vise l'implantation de commerces, équipements de loisirs et culture ainsi que des services dédiés à la population nouvellement implantée sur le site mais également aux riverains du site ; que l'aménagement durable des villes comprend une mixité fonctionnelle pour tous, en lien avec un espace public de qualité, permettant la connexion entre ces différentes fonctions ;

Considérant qu'il s'ensuit que l'inscription au plan de secteur de Liège d'une zone d'enjeu communal au niveau du site de Coronmeuse est conforme au schéma de développement du territoire en vigueur ;

Conclusion

Considérant que sur base des développements précités, il convient d'adopter définitivement la révision du plan de secteur de Liège (planche 42/2) visant à inscrire une zone d'enjeu communal et à désinscrire le tracé existant d'une route de liaison régionale et d'une ligne électrique à haute tension sur le territoire de la ville de Liège, conformément à la carte ci-annexée ;

Considérant que l'inscription de la zone d'enjeu communal est accompagnée d'une carte d'affectation des sols ; que cette dernière est annexée au présent arrêté ;

Considérant que la déclaration environnementale prescrite par l'article D.VIII.36 du CoDT est également annexée au présent arrêté ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. La révision du le plan de secteur de Liège (planche 42/2) portant sur l'inscription d'une zone d'enjeu communal et la désinscription des tracés existant d'une route de liaison régionale et d'une ligne électrique à haute tension sur le territoire de la ville de Liège est adopté conformément au plan ci-annexé.

Art. 2. L'inscription de la zone d'enjeu communal est accompagnée de la carte d'affectation des sols ci-annexée.

Art. 3. Le Ministre qui a l'aménagement du territoire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 23 mai 2024.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique,
de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Annexe 1 : Déclaration environnementale

Déclaration environnementale relative à l'adoption définitive de la révision du plan de secteur de Liège (planche 42/2) portant sur l'inscription d'une zone d'enjeu communal et la désinscription des tracés existant d'une route de liaison régionale et d'une ligne électrique à haute tension sur le territoire de la ville de Liège

Introduction

La présente déclaration environnementale est requise en vertu de l'article D.VIII.36 du Code du Développement territorial.

Elle accompagne l'arrêté ministériel adoptant définitivement la révision du plan de secteur de Liège (planche 42/2) portant sur l'inscription d'une zone d'enjeu communal et la désinscription des tracés existant d'une route de liaison régionale et d'une ligne électrique à haute tension sur le territoire de la ville de Liège.

Elle est publiée au Moniteur belge et est accessible via le site Internet du Département de l'Aménagement du territoire et de l'Urbanisme du « Service public de Wallonie Territoire Logement Patrimoine Energie ».

Cette déclaration environnementale résume la manière dont les considérations environnementales ont été intégrées dans le plan et dont le rapport sur les incidences environnementales, les avis, les réclamations et observations ont été pris en considération ainsi que les raisons du choix du plan tel qu'adopté, compte tenu des autres solutions raisonnables envisagées.

I. Objet de la révision du plan de secteur

La demande de révision du plan de secteur introduite par le conseil communal de Liège le 10 octobre 2019 porte sur l'inscription au plan de secteur de Liège

- d'une zone d'enjeu communal d'un peu plus de 27 ha en lieu et place de zones d'habitat, de services publics et d'équipements communautaires, d'activité économique industrielle, d'espaces verts, et d'une voie navigable existante (darse), situées le long de la Meuse, à l'est de Liège, à Coronmeuse ;
- la définition de sa mise en œuvre dans la carte d'affectation des sols jointe au dossier ;
- la désinscription du tracé existant d'une route de liaison régionale et d'une ligne électrique à haute tension.

Le projet de révision du plan de secteur a été adopté par le Gouvernement wallon le 3 décembre 2020 et a fait l'objet d'un rapport sur les incidences environnementales puis d'une enquête publique et d'avis d'instances. Au cours de ce processus, la seule modification apportée au projet vise la désinscription de l'ensemble du tracé désaffecté sur le territoire de la ville de Liège de la ligne à haute tension 70kV 70423.

En vertu de l'article D.II.45, §§ 3 et 5, du CoDT, aucune compensation n'est nécessaire pour l'inscription du périmètre de la zone d'enjeu communal.

II. Chronologie de la procédure de révision du plan de secteur

Chronologie de la procédure

Le conseil communal de Liège a décidé le 5 février 2019 de demander au Gouvernement wallon de procéder, selon la procédure accélérée visée à l'article D.II.52, alinéa 1^{er}, 1^o, du CoDT, à la révision du plan de secteur de Liège en vue d'inscrire, sans compensation, une zone d'enjeu communal pour le site de Coronmeuse, et de désinscrire la route de liaison régionale et la ligne électrique à haute tension existantes identifiées dans le périmètre des zones à réviser.

La demande a fait l'objet d'une information préalable du public, conformément aux articles D.29-5 et D.29-6 du Livre I^{er} du Code de l'environnement. La réunion d'information du public a eu lieu le 28 février 2019, six lettres de remarques ou observations ont ensuite été envoyées au Collège communal.

Le 25 mars 2019, le conseil communal de la ville de Liège a, sur base de l'article D.II.52 du CoDT, demandé au Ministre en charge de l'Aménagement du territoire de déterminer le contenu du rapport sur les incidences environnementales (RIE), conformément à l'article R.VIII.33-1 du CoDT.

Le projet de contenu du rapport sur les incidences environnementales relatif à l'inscription de la zone d'enjeu communal a été adopté le 6 mai 2019.

Les autorités communales ont cependant été informées par courrier daté du 23 août 2019 que la procédure accélérée ne permettait pas de procéder à la désinscription du tracé existant des deux infrastructures visées dans leur demande. Celle-ci est en effet réservée exclusivement à l'inscription d'une zone d'enjeu communal sans compensation.

Le 30 septembre 2019, le conseil communal a dès lors décidé de réintroduire sa demande afin de permettre au Gouvernement wallon de procéder à la révision du plan de secteur de Liège selon la procédure ordinaire visée à l'article D.II.47 du CoDT. Bien que cette procédure soit aussi limitée à l'inscription d'un nouveau zonage au plan de secteur, elle permet au Gouvernement wallon d'y associer le volet qui porte sur la désinscription du tracé existant des deux infrastructures devenues obsolètes.

La demande a été réceptionnée le 10 octobre 2019.

Des demandes d'avis sur le dossier de demande ont été adressées au fonctionnaire délégué de la Direction de Liège 1, au Pôle « Aménagement du territoire », au Pôle « Environnement », au SPW Agriculture, Ressources naturelles et Environnement et au SPW Mobilité et Infrastructures en date du 15 octobre 2019.

Le fonctionnaire délégué et le pôle « Aménagement du territoire » ont remis des avis favorables dans le délai de 60 jours de l'envoi de la demande. A défaut d'avis transmis dans les 60 jours, les avis du pôle « Environnement », du SPW Agriculture, Ressources naturelles et Environnement et du SPW Mobilité et Infrastructures sont, quant à eux, réputés favorables par défaut.

Par arrêté du 3 décembre 2020, le Gouvernement wallon a décidé de réviser le plan de secteur de Liège (planche 42/2) et adopté le projet de plan visant à inscrire une zone d'enjeu communal et à désinscrire le tracé existant d'une route de liaison régionale et d'une ligne électrique à haute tension sur le territoire de la commune de Liège en vue de contribuer à la dynamisation du pôle urbain de Liège et de renforcer le potentiel de centralité du site de Coronmeuse.

Par ce même arrêté du 3 décembre 2020, le Gouvernement a décidé de faire réaliser un rapport sur les incidences environnementales du projet de plan et de la carte d'affectation des sols jointe à la demande de la ville de Liège et en a adopté le projet de contenu.

Le 8 mars 2021, le Ministre de l'Aménagement du territoire a adopté le contenu du rapport sur les incidences environnementales après consultation du pôle « Environnement », du pôle « Aménagement du Territoire », du Commissariat général au tourisme, du Port autonome de Liège, du SPW Mobilité et Infrastructures et du SPW Agriculture, Ressources naturelles et Environnement dont les avis ont été sollicités le 13 janvier 2021.

Le demandeur a ensuite chargé le bureau d'étude « ARIES Consultants SA », dûment agréé, en application de l'article D.I.11, alinéa 4, du CoDT, de la réalisation du rapport sur les incidences environnementales du projet de plan. Le 14 avril 2021, il a notifié son choix à l'administration qui ne l'a pas récusé.

Le Pôle « Environnement », le Pôle « Aménagement du territoire » et la Commission communale d'aménagement du territoire et de mobilité de la ville de Liège ont été informés de l'évolution des analyses préalables et de la rédaction du rapport sur les incidences environnementales à trois reprises. La première phase du rapport leur a été communiquée, le 11 juin 2021. Seuls le pôle « Aménagement du territoire » et la CCATM de Liège ont fait part de leurs observations et suggestions, respectivement le 16 juillet 2021 et le 25 août 2021.

La première phase amendée et la seconde phase du rapport ont, par la suite, été communiquées aux pôles et à la CCATM de Liège le 22 décembre 2021 pour information. Ces trois instances ont fait part de leurs observations et suggestions, le 28 janvier 2022 pour le pôle « Aménagement du territoire », le 15 février 2022 pour le pôle « Environnement » et le 21 mars 2022 pour la CCATM de Liège.

Dans ses observations et suggestions du 28 janvier 2022, le pôle « Aménagement du territoire » estimait « que le RIE, phases 1 et 2, ne répond pas de manière satisfaisante aux demandes formulées dans son avis précédent et aux éléments définis pour le contenu de ce RIE » et demandait en conséquence que soit réalisé un complément au RIE, contenant informations et analyses sur différents points listés dans son avis.

De même, le SPW territoire, logement, patrimoine, énergie (SPW-TLPE) a également envoyé un courrier à la ville de Liège le 9 mars 2022 afin de faire part de manquements observés dans le rapport sur les incidences environnementales, notamment au regard des informations que doit contenir le RIE, telles que définies dans l'arrêté du 8 mars 2021.

Le 6 septembre 2022, une version retravaillée des phases 1 et 2 du RIE a été transmise aux pôles et à la CCATM de Liège pour information. La CCATM de Liège a fait part de ses observations et suggestions le 11 octobre 2022 et le pôle « Aménagement du territoire » le 14 octobre 2022. Le pôle « Environnement » ne s'est, quant à lui, pas prononcé.

La version finale du rapport sur les incidences environnementales a été déposée auprès du Ministre de l'Aménagement du territoire, le 7 novembre 2022.

En application de l'article R.II.49-1 du CoDT, le 1^{er} décembre 2022, le Ministre détermine les personnes et instances qu'il juge utile de consulter en application de l'article D.II.49, § 2, et charge le SPW-TLPE de leur soumettre le dossier, pour avis.

Le SPW Agriculture, Ressources naturelles et Environnement et le fonctionnaire délégué de la direction de Liège I du SPW TLPE ont été consultés sur le projet de révision et le rapport sur les incidences environnementales dont il a fait l'objet, en date du 5 décembre 2022.

L'article D.II.49, §2, alinéa 2, du CoDT stipule que « Les avis sont transmis dans les soixante jours de l'envoi de la demande du Gouvernement. À défaut, ils sont réputés favorables ». À défaut d'avoir transmis leurs avis dans le délai, les avis du SPW Agriculture Ressources naturelles et Environnement et du fonctionnaire délégué sont réputés favorables.

Sur la base du rapport sur les incidences environnementales et des avis sollicités, il n'a pas été estimé qu'une autre solution raisonnable envisagée était de nature à mieux répondre aux objectifs poursuivis que le projet de plan. Il n'y a dès lors pas eu lieu d'adopter un nouveau projet de plan.

Le projet de révision du plan de secteur adopté par arrêté du Gouvernement wallon le 3 décembre 2020, a été soumis à enquête publique du 30 mars au 15 mai 2023 sur le territoire de la ville de Liège. L'enquête publique n'a donné lieu à aucune réclamation.

Après l'enquête publique, le conseil communal de Liège a sollicité, en date du 4 juillet 2023 et conformément à l'article D.II.49, §6, du CoDT les avis du fonctionnaire délégué, du pôle « Aménagement du territoire » et du pôle « Environnement ».

En date du 18 août 2023, le pôle « Environnement » a remis un avis dans lequel il estime que le RIE répond à l'article D.VIII.33, §3, du CoDT et un avis favorable sur l'opportunité environnementale du projet moyennant la prise en compte des mêmes remarques que celles émises dans son avis du 14 février 2023 et qui visent la constitution d'un véritable réseau écologique lors de la délivrance des permis et que, dans la suite des procédures, les connexions aux arrêts de tram par les modes doux soient parfaitement assurées, l'articulation des lignes et arrêts de bus avec les autres fonctions soit assurée et la vue depuis le Pont Atlas et le quai de Coronmeuse soit analysée, en particulier pour les hauts gabarits.

En date du 1^{er} septembre 2023, le pôle « Aménagement du territoire » a remis un avis favorable sur le projet de révision du plan de secteur de Liège en précisant qu'il était favorable à la désinscription de la ligne à haute tension sur la totalité de la longueur désaffectée et estimant que le rapport sur les incidences environnementales contient les éléments nécessaires à la prise de décision.

En date du 4 septembre 2023, le fonctionnaire délégué a remis un avis précisant que la demande de révision du plan de secteur en vue de l'inscription d'une zone d'enjeu communal ne soulevait aucune objection de la part de ses services, son contenu rencontrant la finalité de la création d'un nouveau quartier à Coronmeuse tel qu'il a été envisagé dès 2015.

Le conseil communal a ensuite émis, le 23 octobre 2023, un avis favorable sur la révision du plan de secteur de Liège en vue de l'inscription d'une zone d'enjeu communal et de la désinscription du tracé existant d'une route de liaison régionale et d'une ligne électrique à haute tension sur le site de Coronmeuse.

L'adoption définitive de la révision du plan de secteur par le présent arrêté porte, en conséquence, sur la même affectation et le même périmètre que ceux retenus par le projet de révision du 3 décembre 2021. La carte d'affectation des sols n'est, elle non plus, pas modifiée.

Concernant les tracés, si la désinscription du tracé de la route de liaison régionale est confirmée, une modification est toutefois apportée à la désinscription du tracé de la ligne à haute tension désaffectée afin de désinscrire l'ensemble de son tracé sis sur le territoire de la ville de Liège et non uniquement sur la partie de sa traversée du site de Coronmeuse.

III. Considérations environnementales

Le rapport sur les incidences environnementales a étudié de manière détaillée le projet de plan, les remarques formulées par la population lors de la réunion d'information préalable et les avis émis sur la demande de révision.

Dans son avis du 18 août 2023, le pôle « Environnement » a estimé que le RIE répond à l'article D.VIII.33, §3, du CoDT. De même, dans son avis du 1^{er} septembre 2023, le pôle « Aménagement du territoire » a estimé que le rapport sur les incidences environnementales contient les éléments nécessaires à la prise de décision.

Sur base de ces deux avis, il n'y a donc pas lieu de remettre en cause la complétude et la qualité du rapport sur les incidences environnementales.

Les recommandations mises en évidence par le rapport ont été prises en compte et intégrées à la décision, dans la mesure où elles relevaient du contenu du plan de secteur, tel que précisé par l'article D.II.21 du CoDT.

Les différents volets de l'analyse environnementale sont visés ci-après.

1. Urbanisme, paysage et patrimoine

Le site se situe à la convergence de plusieurs quartiers aux fonctions diverses. On distingue néanmoins deux fonctions prédominantes dans les quartiers avoisinants : une fonction majoritairement résidentielle (Saint-Léonard, Coronmeuse) et une fonction majoritairement industrielle (île Monsin, Droixhe).

En situation initiale, le cadre bâti au sein du périmètre est assez hétérogène et a été urbanisé principalement durant les expositions internationales de 1930 et 1936. Les principaux bâtiments sont le bâtiment de l'Équerre et ses annexes, le Grand Palais, les Halles des Foires, l'école Léona Platel, la station d'exhaure et les infrastructures de la zone portuaire le long de la darse.

D'un point de vue patrimonial, il est à noter que le bâtiment de l'Équerre, le Grand Palais et la station d'exhaure sont les derniers vestiges de l'Exposition de 1939 et possèdent des qualités indéniables en matière d'architecture et d'histoire. De même, le bâtiment des Halles des Foires correspond à l'ancien palais de la métallurgie qui a été construit pour l'exposition internationale de 1930 et a été rénové successivement au fil des ans.

D'un point de vue paysager, le périmètre s'inscrit dans un paysage au relief dessiné par le fleuve. À proximité du périmètre, la vallée de la Meuse se caractérise par un relief de vallée ouverte sur de grandes plaines alluviales aux versants aux pentes marquées. Plus localement, le périmètre se trouve en fond de vallée, au cœur de la plaine alluviale, à proximité directe du fleuve et se caractérise par trois ambiances paysagères un paysage urbain des quartiers avec une majorité d'habitat, un paysage industriel et les versants et terrils boisés.

Pour l'auteur du rapport sur les incidences environnementales, le projet de révision s'intègre dans la structure urbaine du quartier de Coronmeuse et des quartiers limitrophes en renforçant le tissu et en connectant le périmètre à son contexte par de multiples liaisons telles que des passerelles pour permettre le franchissement de la darse.

La mixité des fonctions prévue dans le cadre du projet de révision s'inscrit en continuité du tissu urbain très varié des quartiers environnants, permettant de renforcer la centralité de la zone. En termes de densités, le projet de révision prévoit des densités globalement plus importantes que celles du tissu bâti existant alentour. Cette densité élevée permet toutefois de répondre entre autres à la dynamique croissante du développement résidentiel sur le territoire, de lutter contre l'étalement urbain et de profiter du réseau de mobilité (bientôt renforcé par l'arrivée du tram en bordure de site).

En termes de gabarits, les typologies proposées sont conçues, au cœur du quartier, pour créer un tissu urbain dense et diversifié.

Aucun impact sur les biens matériels et patrimoniaux n'est identifié dans la mesure où le projet de révision prévoit la conservation et la rénovation des éléments patrimoniaux.

En termes de paysage, l'urbanisation du périmètre sera principalement visible depuis les routes le bordant et les versants de la Meuse. La réalisation du projet participera toutefois à structurer ce tissu urbain actuellement détaché de son contexte.

2. Domaine socio-économique

En situation initiale, l'auteur du rapport identifie comme atout majeur du site sa proximité à la ville dense et à ses fonctions (tissu résidentiel, commerces, activités économiques et culturelles). Il souligne cependant que le site en lui-même présente un très faible niveau d'équipement en infrastructures techniques pour un projet d'aménagement, du fait du faible niveau d'urbanisation actuel du périmètre.

L'auteur du rapport souligne également l'opportunité pour ce projet de répondre à un besoin en logements de qualité et d'offrir de nouvelles opportunités et activités au sein de la ville tout en rappelant les risques de concurrence liée à d'autres projet de développement immobiliers à Liège qui pourrait impacter la dynamique de développement du site de Coronmeuse.

Il souligne la présence de la ligne à haute tension parmi les faiblesses du projet et craint que, si le démantèlement de la ligne devait prendre du retard, celle-ci puisse contraindre l'urbanisation du site de manière significative. Il est cependant à noter que la ligne a, depuis, été démantelée et que cette contrainte est par conséquent aujourd'hui levée.

En considérant la création de 1.465 unités, le projet de révision engendrera une augmentation de la population liégeoise de de 1,4%. La mise en œuvre du projet de révision participe donc à répondre à la dynamique démographique communale.

L'auteur du rapport sur les incidences environnementales estime également que la mise en œuvre du projet permet de répondre non seulement aux besoins générés à terme par le projet lui-même mais aussi de combler une partie du déficit communal identifié en matière d'équipements scolaires, de loisirs, touristiques, de commerces ou bureaux.

En matière de commerce, le projet de révision permet, la création d'une superficie estimée à 20.750 m², augmentant ainsi l'offre actuelle de la commune d'environ 3 %. Ceux-ci répondront aux besoins de la vie du futur quartier et renforceront légèrement l'offre en commerces et en services, déjà définie comme dense et diversifiée. La présence de cette fonction au droit du site de Coronmeuse, par

sa typologie (petites unités commerciales de proximité), permettra également de dynamiser le quartier sans entrer en concurrence avec les commerces du centre-ville.

En matière de bureaux, le projet de révision intègre la création de 13.680 m² de bureaux qui pourront accueillir approximativement 550 travailleurs. La localisation de ce type d'activité le long de l'axe du tram s'inscrit dans le développement durable et attractif du territoire mais pourrait entraîner certaines relocalisations d'entreprises existantes, particulièrement pour celles qui ont actuellement une localisation peu compétitive en matière d'accessibilité.

La zone de parc, d'une superficie d'environ 93.500 m², est destinée aux activités de la vie du quartier qui ne mettent pas à mal sa destination première (infrastructures sportives, de détente, de rencontre, de maraîchage, de gestion des eaux pluviales ...). Le réaménagement du parc ainsi que son extension permettront de renforcer la trame verte présente sur le territoire communal, offre actuelle identifiée comme légèrement déficitaire, et de répondre largement à la demande en espace vert tant des futurs habitants du quartier qu'à ceux des quartiers alentours.

Enfin, le site présente également l'intérêt de pouvoir répondre à une demande insatisfaite et insuffisante quant à la capacité d'accueil du port de plaisance. Le projet organisera une nouvelle offre en décrivant une marina permettant l'arrimage des bateaux de plaisance et donc le renforcement de l'attractivité touristique de Liège.

Au total, ce sont plus de 950 équivalents temps pleins, tous secteurs confondus, qui pourront être créés, constituant une opportunité de venir accroître le taux d'emploi de la ville de Liège actuellement inférieur aux moyennes provinciale et régionale. De plus, le potentiel d'attractivité du périmètre est un atout majeur pour l'intégration de la commune dans le maillage économique de la province, notamment en liaison avec la commune d'Herstal, premier pôle d'emploi de l'arrondissement liégeois.

3. Mobilité- réseaux

En situation initiale, le site est localisé à proximité de plusieurs axes routiers importants :

- l'E25 qui est connectée à l'ensemble du réseau autoroutier de l'agglomération liégeoise via l'échangeur de Cheratte (E40/E42) ;
- la route nationale N90 (Mons – Liège) qui dessert les principales villes wallonnes du sillon Sambre-et-Meuse ;
- la N671 qui effectue la liaison entre l'E40/E42 et le centre-ville de Liège.

Plusieurs itinéraires sont possibles depuis le site de Coronmeuse pour rejoindre le réseau autoroutier, et inversement, soit en empruntant les sorties n°6 Jupille ou n°7 Saint-Léonard de l'E25 soit en empruntant la sortie n°35 Oupeye de l'E40/E42 via la N671.

Le site dispose également d'une bonne accessibilité en transports en commun au vu de la fréquence élevée des différentes lignes de bus circulant à moins de 10 minutes à pied de celui-ci ainsi que grâce à la présence d'une gare SNCB suburbaine à 10 – 15 minutes à pied. Cette accessibilité sera encore renforcée par l'arrivée du tram en bordure de site.

Sur la base des fonctions programmées dans le périmètre et de leur dimension, la mise en œuvre du projet de révision est susceptible de générer un trafic entre 1.040 véhicules/heure et 1.250 véhicules/heure selon le jour et l'heure de pointe considérés. Elle aura par conséquent un impact significatif sur le réseau routier et le trafic dans la zone, les charges de trafic additionnelles pouvant ponctuellement renforcer les encombrements déjà observé sur le réseau.

L'impact de cette mise en œuvre sera néanmoins fortement influencé par la réorganisation du trafic à plus grande échelle, découlant de l'aménagement du tram et des modifications apportés au réseau aux abords du périmètre.

En matière de déplacements à pied et à vélo, le projet de révision permet de favoriser significativement la mobilité douce à l'intérieur du périmètre. La circulation automobile à l'intérieur de la zone est cantonnée à des voiries conçues selon les principes d'espaces partagés avec priorités aux modes actifs et qui oriente rapidement les véhicules vers les parkings souterrains. Des connexions physiques seront créées (passerelles) ou préservées (RAVeL) et permettront de connecter le nouveau quartier

aux arrêts de transports en commun ainsi qu'aux quartiers existants. Il est donc important de garantir l'adéquation entre les accès cyclo-piétons du site et l'aménagement de l'espace réservé aux infrastructures des transports en commun (tram).

Enfin, en matière de stationnement, le projet prévoit de gérer l'ensemble des besoins au sein même du périmètre. Plusieurs recommandations en matière de dimensionnement ont par ailleurs été émises dans le rapport sur les incidences environnementales.

4. Sol et sous-sol

En situation initiale, les sols rencontrés au droit du terrain sont repris en « sols artificiels ou non cartographiés », tout comme la majorité de la zone urbanisée longeant la Meuse à Liège. Les sols sont déjà urbanisés et le projet de révision n'engendre donc pas de perte irréversible de terres.

À l'exception de la présence de puits de mines au droit du périmètre, les contraintes géotechniques identifiées correspondent à des contraintes classiques pour lesquelles le projet de révision ne modifie en rien les mesures à prendre. Concernant les puits de mines, il y a lieu de réaliser une étude spécifique quant à la stabilité des constructions projetées édifiées au droit ou à proximité directe de ceux-ci.

Les différentes parcelles cadastrales du site sont reprises en couleur pêche à la banque de données de l'état des sols. Cela s'explique par le fait que l'administration dispose d'informations quant à la pollution du périmètre, informations obtenues dans le cadre d'une procédure SAR (référence SAR_62063-SAE-0041-02) et de la mise en œuvre du décret sols : un projet d'assainissement a été rédigé, jugé recevable par la Direction de l'Assainissement des Sols (DAS) et a été approuvé en date du 20 novembre 2019 en tenant compte de la situation projetée, soit à usage résidentiel (référence DS00001131).

Conformément au décret du 1^{er} mars 2018, une évaluation finale devra être rédigée et approuvée par la DAS une fois les travaux d'assainissement terminés.

Les fonctions envisagées après assainissement (logements et fonctions annexes) devraient, par la suite, être majoritairement sans risque de pollution des sols. En cas de mise en place d'activités à risque, il y aura lieu de respecter les conditions d'exploitation qui seront décrites dans le permis d'environnement.

5. Eaux souterraines et superficielles

Le site de Coronmeuse se trouve entre deux points de confluence : en amont, la confluence Meuse-dérivation au niveau du Pont Atlas et en aval, la confluence Meuse-Canal Albert au niveau de la pointe Ouest de l'île de Monsin.

En situation initiale, la masse d'eau de surface numéro MV35R « Meuse II » est caractérisée par une pression anthropique importante et son état écologique évalué en 2013, est considéré comme moyen.

Environ 39 % du périmètre est recouvert par un revêtement perméable et 10 % par l'eau de surface (la darse). Le taux d'imperméabilisation avoisine donc les 50 %, correspondant essentiellement aux voiries et bâtiments.

Le périmètre est repris en régime d'assainissement collectif et relié à la station d'épuration de Liège-Oupeye d'une capacité nominale de 445 600 équivalents-habitants.

La mise en œuvre du projet et l'urbanisation de zones actuellement sous-occupées va engendrer une augmentation de la population et des activités dans la zone. Cette augmentation sera accompagnée d'une augmentation de la consommation d'eau estimée à 4.443 EH, soit un débit de 800 m³/jour. Les infrastructures actuelles seront par conséquent complétées. A priori, la mise en œuvre du projet n'impactera cependant pas la capacité de la station d'épuration en aval dans la mesure où les rejets d'eaux usées induits représentent seulement une augmentation de 1 % de la capacité totale de la station.

Pour limiter les consommations en eau, les futures constructions du périmètre pourront être équipées de citernes de récupération des eaux pluviales, qui devront être dimensionnées en fonction des volumes d'eau récoltables et des usages de l'eau pluviale (nettoyage, arrosage, rinçage des toilettes, alimentation des lave-linges, etc.).

Concernant l'imperméabilisation, le taux ne peut être évalué avec précision au stade de la révision du plan de secteur. Toutefois, compte tenu de la densification prévue et sur la seule base d'un ratio de surface non bâtie mentionné sur la carte d'affectation des sols, le taux d'imperméabilisation du périmètre augmentera par rapport aux 50 % identifié en situation actuelle.

Concernant l'infiltration, plusieurs éléments la conditionnent, tels que la profondeur de la nappe, la migration des polluants et la stabilité des constructions. Il est recommandé d'infiltrer les eaux pluviales dans le sol aux endroits où la nappe alluviale est la plus profonde. Ces endroits devront être validés après réalisation d'une étude de risque s'assurant que l'infiltration des eaux pluviales au droit des ouvrages de tamponnement n'engendrera pas de dispersion des polluants présents dans le sol et les eaux souterraines. Enfin, si l'étude de risque conclut que l'infiltration des eaux pluviales n'engendre aucun risque de dispersion de polluants, il est nécessaire que l'étude géotechnique adaptée confirme que l'infiltration n'engendre aucun problème de stabilité eu égard aux nombreuses contraintes géotechniques du périmètre.

Eu égard au faible débit des rejets d'eaux pluviales induites par la mise en œuvre du projet de révision par rapport à celui de la Meuse (variant entre 47,28 m³/s et 338,31 m³/s selon le mois considéré), aucune modification quantitative n'est à prévoir sur le régime du cours d'eau.

6. Diversité biologique – Faune et flore

En situation initiale, le site de Coronmeuse est constitué essentiellement de zones minéralisées et de zones ornementales/gérées intensivement. Il présente une qualité biologique/écologique jugée très faible mais se trouve toutefois en bordure de la liaison écologique régionale de type « plaine alluviale », se prolongeant jusqu'à Herstal (et même au-delà).

Les incidences de la mise en œuvre du projet de révision de plan de secteur sur les milieux présents dépendront fortement de la destination qui sera donnée à la nouvelle affectation.

De manière générale, et afin de limiter les effets sur les milieux naturels, les projets prévus dans les parties de la ZEC destinées à l'urbanisation devront prendre en compte les éléments existants (dont les arbres hautes tiges) et veilleront à les préserver au maximum, dans le but de conserver une partie des connexions du maillage écologique, entraînant ainsi le maintien des espèces animales et végétales.

Globalement, ces espèces sont essentiellement communes et peu exigeantes, mais il convient malgré tout de veiller à leur maintien et à leur protection.

7. Qualité de l'air, climat et énergie

En situation initiale, les activités implantées dans le périmètre, se limitant à l'école fondamentale Léona Platel et des halles de foire (Liège Expo), ne présentent que des impacts limités au niveau de la qualité de l'air, du climat et de l'énergie. La qualité de l'air peut être qualifiée de bonne au regard des normes européennes, mais peut être améliorée au regard des critères établis par l'OMS.

En termes de climat, la mise en œuvre du projet de révision présentera des impacts sur le climat par l'apparition de nouvelles sources d'émissions de gaz à effet de serre et par l'influence des nouvelles constructions sur le microclimat local.

En termes de qualité de l'air, la mise en œuvre du projet de révision présentera des impacts sur la qualité de l'air principalement liés :

- aux bâtiments : les rejets liés aux consommations énergétiques dues à l'occupation de ceux-ci augmenteront de manière significative par rapport à la situation actuelle où seuls trois bâtiments (deux écoles et les Halles des Foires) sont en activité, de manière interrompue ;
- au trafic routier :

- au droit du périmètre, les rejets diminueront par l'effet de l'organisation du trafic en peigne et de la suppression de la possibilité du trafic de transit par la suppression du quai de Wallonie et de la rue Maurice Denis.
- autour du périmètre, la mise en œuvre du projet de plan engendrera une augmentation des flux routiers et, par conséquent, des émissions des rejets correspondants.

En termes d'énergie, la mise en œuvre du projet de révision, par sa densité plus élevée qu'actuellement, engendrera mécaniquement des consommations d'énergie supérieures à celles constatées actuellement. A l'échelle de ce projet de plan, les consommations d'énergie seront principalement liées aux bâtiments et dépendront principalement :

- de la forme urbaine : orientations, positions relatives et gabarits des constructions ;
- du potentiel d'utilisation d'énergies renouvelables.

8. Environnement sonore et vibratoire

En situation initiale, l'environnement sonore au droit du périmètre objet de la demande a été qualifié de modérément bruyant avec un Lden supérieur à 60 dB(A). La principale source de bruit à proximité du périmètre est issue du trafic routier circulant sur les différentes voiries.

Les impacts liés à la mise en place du projet de révision se traduisent par une variation des niveaux de bruits dus à la variation des flux du trafic routier (augmentation de ces niveaux de bruit modérée, perceptible voire à peine perceptible, au nord du périmètre et diminution en partie sud) et l'apparition de sources potentielles de bruit telles que les installations techniques des bâtiments et les activités extérieures et intérieures.

Le voisinage du périmètre est également impacté par la variation du bruit routier engendrée par le projet de révision. Les éléments externes au projet de révision présentant potentiellement des incidences sont la future mise en service du tram (augmentation du niveau de bruit limitée à 3 dB(A) en partie est du périmètre) et la transformation de la portion de l'autoroute E25 en boulevard urbain sur la rive droite de la Meuse, provoquant quant à elle une diminution du bruit routier en raison de la vitesse réduite des véhicules par rapport à la situation existante.

En termes de vibrations, par la nature des fonctions qui y sont projetées, le projet de révision n'est pas amené à engendrer de nuisances supplémentaires. La future mise en service du tram ne présente pas non plus de risques de vibrations au sein du périmètre.

9. Activités agricoles et forestières

Dans la mesure où aucune activité agricole ni forestière n'est présente au droit du site de Coronmeuse, aucun effet du projet de plan sur de telles activités n'est à mentionner.

10. Interactions entre les différents facteurs

Le rapport sur les incidences environnementales ne met pas l'accent sur des interactions particulières entre les incidences identifiées dans la présente déclaration environnementale.

11. Désinscription de la ligne haute tension

Conformément au permis octroyé par le fonctionnaire délégué le 9 juin 2021, la ligne électrique reliant les postes de haute tension de Bressoux et Ans a été démontée durant le courant du mois de décembre 2021. Celle-ci n'existe donc plus aujourd'hui sur le terrain.

Cette infrastructure ayant disparu et n'ayant plus aucun intérêt pour l'opérateur, il apparaît judicieux de la retirer du plan de secteur sur l'ensemble du territoire communal afin de ne pas intégrer de contraintes inutiles aux futurs développements à venir.

12. Désinscription de la voirie régionale

La désinscription de la voirie de liaison correspond au quai de Wallonie et à l'avenue Maurice Denis.

Cette désinscription a pour objectif de matérialiser la volonté de revoir l'organisation du trafic motorisé en rendant impossible le trafic de transit à travers le site de Coronmeuse.

Ce choix aura des incidences en matière d'urbanisme (caractère moins routier du site), de mobilité (report de trafic sur l'axe Coronmeuse-place Coronmeuse-rue Ernest Solvay, de faune et flore (continuité du réseau écologique renforcée) et de qualité de l'air et d'environnement sonore (diminution du trafic).

IV. Autres solutions raisonnables envisagées

L'auteur du rapport sur les incidences environnementales a analysé les alternatives suivantes :

- Une alternative d'affectation consistant à affecter le périmètre en zones d'habitat et de parc (respectivement au droit des zones d'habitat mixte et végétalisé et de la zone de parc prévues par la carte d'affectation des sols) plutôt qu'une affectation en zone d'enjeu communal.
- Des alternatives de délimitation :
 - o Alternative 1 – Suppression de la zone d'habitat
Cette alternative consiste à modifier la délimitation du périmètre en n'intégrant plus la zone d'habitat à l'est de celui-ci.
Cette délimitation se base sur les limites des zones du plan de secteur, en s'arrêtant au tracé de la route de liaison, qui correspond théoriquement à la rue Ernest Solvay.
 - o Alternative 2 – Intégration de la zone d'espaces verts à l'ouest
Cette alternative consiste à modifier la délimitation du périmètre, en intégrant à l'ouest la zone d'espaces verts inscrite au plan de secteur.
 - o Alternative 3 – Extension du périmètre jusqu'à la limite communale à l'est
Cette alternative consiste à modifier la délimitation du périmètre, en étendant le périmètre à réviser à l'est jusqu'à la limite communale
- Des alternatives de localisation : l'auteur du rapport sur les incidences environnementales a analysé quatre zones d'aménagement communal concerté susceptibles de répondre à la pression foncière et permettant le développement d'un projet urbain de l'ampleur de celui envisagé à Coronmeuse :
 - o La ZACC localisée rue Chiff d'Or à Sclessin, d'une superficie de 28 hectares ;
 - o La ZACC localisée rue de la Tonne à Rocourt, d'une superficie de 65 hectares ;
 - o La ZACC localisée rue du Bois Sauvage à Jupille-sur-Meuse, d'une superficie de 49 hectares ;
 - o La ZACC localisée rue de Bois-de-Breux à Jupille sur Meuse, d'une superficie de 26 hectares.

L'auteur du RIE conclut cependant qu'aucune alternative au projet de plan et à la carte d'affectation des sols, qu'elle soit de localisation ou d'affectation ou de délimitation, n'est à privilégier.

En effet, au vu des caractéristiques du projet développé, l'auteur du rapport sur les incidences environnementales estime qu'aucune des alternatives de localisation n'apporte une localisation plus avantageuse que celle offerte par le site de Coronmeuse.

En outre, au regard des éléments susmentionnés, le développement projeté d'un programme mixte de plusieurs centaines de logements au droit du site de Coronmeuse nécessite l'élaboration d'un outil de planification pouvant réviser les affectations actuellement définies au plan de secteur et encadrer la réalisation du projet au fur et à mesure de sa mise en œuvre. Cet outil doit être en mesure d'assurer la cohérence des développements et présenter une vision stratégique pour le devenir du site.

Selon l'auteur du RIE, la zone d'enjeu communal offre à la fois la possibilité de donner des lignes directrices fermes pour le développement, une facilité pour l'opérationnalisation du site et une sécurité juridique tout en assurant le maintien d'une flexibilité et d'une évolution des projets dans le temps, au gré des besoins et de l'évolution du contexte et est par conséquent l'outil le plus adapté.

Enfin, les différentes alternatives de délimitation ne sont pas jugées pertinentes par l'auteur du rapport sur les incidences environnementales.

Namur, le 23 mai 2024.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,

W. BORSUS

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE
 TERRITOIRE LOGEMENT PATRIMOINE ENERGIE
 DEPARTEMENT DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'URBANISME
 DIRECTION DU DEVELOPPEMENT TERRITORIAL

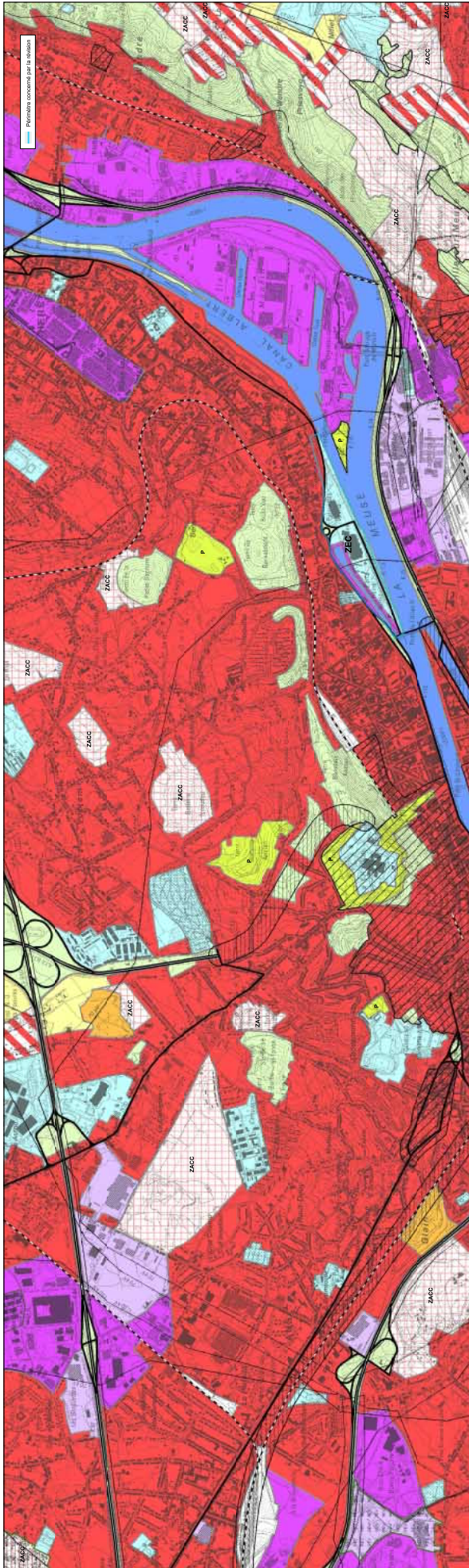
Wallonie
territoire
SPW

REVISION DU PLAN DE SECTEUR DE LIEGE
 en vue de l'inscription d'une zone d'enjeu communal (ZEC)
 et de la désinscription des tracés existants d'une route de liaison et d'une ligne électrique haute tension
 sur le territoire de la commune de LIEGE au lieu-dit « Corommeuse »

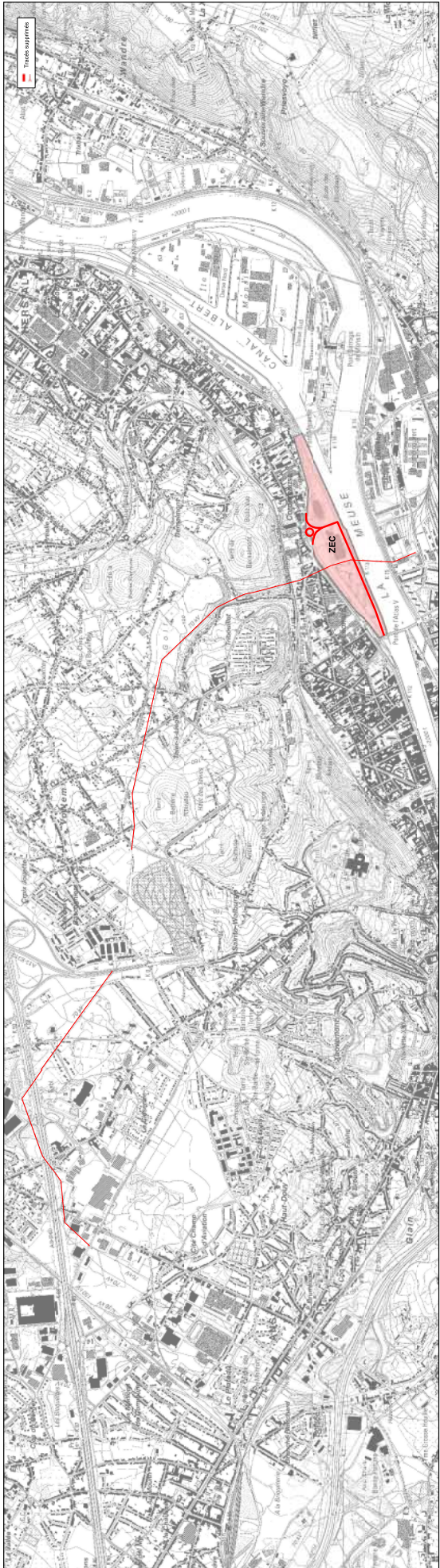
Vu pour être annexé à notre arrêté du
 Le Ministre-Président
 Le Ministre de l'Économie, de la Recherche et
 de l'Innovation, du Numérique, de l'Agriculture,
 de l'Environnement et de l'Aménagement du territoire,
 de l'Énergie et de Commerce de Consommateurs

Willy BORSUS

PLAN DE SECTEUR AVANT REVISION adapté sur base des dispositions du CdDT, ce plan n'a pas de valeur réglementaire et est présenté pour information.



REVISION DU PLAN DE SECTEUR



La carte originale est établie à l'échelle 1/10.000
 Pièces CN: 42/1 et 422 SUD
 Planes CN: 42/1 et 422 SUD
 Carte réalisée par SPW / TLE / DATU / DDT (CV/VM/GMRG) le 12/02/2024 0800041SREV43

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2024/007631]

23 MEI 2024. — Besluit van de Waalse Regering tot de definitieve aanneming van de herziening van het gewestplan Luik (blad 42/2) met het oog op de opnemings van een gebied van gemeentelijk belang en de schrapping van de bestaande tracés van een gewestelijke verbindingsweg en een hoogspanningslijn op het grondgebied van de stad Luik

De Waalse Regering,

Gelet op artikel D.II.50 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling;

Gelet op artikel 246 van het decreet van 13 december 2023 tot wijziging van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling en het decreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie en tot opheffing van het decreet van 5 februari 2015 betreffende de handelsvestigingen;

Gelet op het ruimtelijk ontwikkelingsplan aangenomen door de Waalse Regering op 27 mei 1999;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 26 november 1987 tot opstelling van het gewestplan Luik en op de latere wijzigingen ervan;

Gelet op het ministerieel besluit van 16 december 2014 tot het definitief vastleggen van de omtrek van de her in te richten site SAR/Lg254 die bekend staat als 'Darse de Coronmeuse' te Luik;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 3 december 2020 tot herziening van het gewestplan Luik (blad 42/2), tot aanneming van het ontwerpplan met het oog op de opnemings van een gebied van gemeentelijk belang en de schrapping van de bestaande tracés van een gewestelijke verbindingsweg en een hoogspanningslijn op het grondgebied van de stad Luik om bij te dragen aan de dynamisering van de stadskern van Luik en om het potentieel van de site Coronmeuse als centrumfunctie te versterken, tot opstelling van een milieueffectenrapport van het ontwerpplan en het bodembestemmingsplan gevoegd bij de aanvraag van de stad Luik en tot aanneming van de ontwerpinhoud ervan;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 26 september 2019 tot regeling van de werking van de Waalse Regering;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 13 januari 2022 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten;

Gelet op het ministerieel besluit van 8 maart 2021 tot aanneming van de inhoud van het milieueffectenrapport:

- van het ontwerp tot herziening van het gewestplan Luik (blad 42/2) aangenomen bij het besluit van de Waalse Regering van 3 december 2020 met het oog op de opnemings van een gebied van gemeentelijk belang en de schrapping van de bestaande tracés van een gewestelijke verbindingsweg en een hoogspanningslijn op het grondgebied van de stad Luik om bij te dragen aan de dynamisering van de stadskern van Luik en om het potentieel van de site Coronmeuse als centrumfunctie te versterken;

- van het bodembestemmingsplan gevoegd bij de aanvraag van de stad Luik;

Gelet op de stedenbouwkundige vergunning toegekend aan de nv ELIA ASSET op datum van 9 juni 2021 tot toestemming van de ontmanteling van de hoogspanningslijn 70 kV 70423 opgenomen in het gewestplan;

Gelet op de verschillende reeds afgegeven vergunningen op de site met het oog op diens verstedelijking;

Opmaken van het milieueffectenrapport

Overwegende dat een effectbeoordeling werd voorgeschreven op basis van het Wetboek; dat deze werd besloten bij besluit van de Waalse Regering van 3 december 2020 en dat diens inhoud werd vastgelegd bij voornoemd ministerieel besluit van 8 maart 2021;

Overwegende dat de aanvrager het studiebureau 'ARIES Consultants SA' heeft belast met de opmaak van het milieueffectenrapport en de administratie hiervan op de hoogte heeft gebracht op 14 april 2021; dat het bureau 'ARIES Consultants SA' naar behoren gemachtigd is en geen voorwerp uitmaakt van een wraking op datum van 23 april 2021;

Overwegende dat de beleidsgroep 'Ruimtelijke Ordening', de beleidsgroep 'Leefmilieu' en de gemeentelijke adviescommissie voor ruimtelijke ordening en mobiliteit van de stad Luik regelmatig op de hoogte zijn gebracht van de voortgang van de voorafgaande analyses en de opmaak van het milieueffectenrapport zoals bepaald in de artikelen D.II.49, § 1 en D.VIII.30 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling;

Overwegende dat de eerste fase van het rapport op 11 juni 2021 ter informatie werd meegedeeld aan de beleidsgroepen 'Ruimtelijke Ordening' en 'Leefmilieu' en de gemeentelijke adviescommissie voor ruimtelijke ordening en mobiliteit van de stad Luik; dat enkel de beleidsgroep 'Ruimtelijke Ordening' en de gemeentelijke adviescommissie voor ruimtelijke ordening en mobiliteit van de stad Luik hun opmerkingen en suggesties hebben meegedeeld op respectievelijk 16 juli 2021 en 25 augustus 2021;

Overwegende dat de gemeentelijke adviescommissie voor ruimtelijke ordening en mobiliteit van de stad Luik in haar advies van 7 juli 2021 ontvangen op 25 augustus oordeelde "*niet in staat te zijn een uitvoerig gemotiveerde mening te formuleren over het ontwerp dat door haar onderzocht werd*" en de auteur van het rapport verzocht om "*de effecten van het ontwerp op het milieu verder te beoordelen en de resultaten van deze analyses voor te stellen aan het einde van fase 2*";

Overwegende dat de beleidsgroep 'Ruimtelijke Ordening' in haar opmerkingen en suggesties van 16 juli 2021 oordeelde dat fase 1 van het milieueffectenrapport veel te algemeen was en niet diep genoeg inging op de motivering; dat zij een lijst had gemaakt van de elementen die verduidelijking en aanvullende analyses nodig hadden;

Overwegende dat de eerste gewijzigde fase en de tweede fase van het rapport op 22 december 2021 ter informatie werden meegedeeld aan de beleidsgroepen en de adviescommissie voor ruimtelijke ordening en mobiliteit van de stad Luik; dat deze drie instanties hun opmerkingen en suggesties hebben meegedeeld op 28 januari 2022 voor de beleidsgroep 'Ruimtelijke Ordening', op 15 februari 2022 voor de beleidsgroep 'Leefmilieu' en op 21 maart 2022 voor de adviescommissie voor ruimtelijke ordening en mobiliteit van de stad Luik;

Overwegende dat in haar opmerkingen en suggesties van 28 januari 2022 de beleidsgroep 'Ruimtelijke Ordening' oordeelde dat "fasen 1 en 2 van het milieueffectenrapport niet afdoende reageren op haar verzoeken geformuleerd in voorgaand advies en op de elementen gedefinieerd voor de inhoud van dit milieueffectenrapport"; dat zij bijgevolg vroeg om een aanvulling op het milieueffectenrapport bij te voegen met de gegevens en analyses over de verschillende punten opgenomen in haar advies;

Overwegende dat in haar opmerkingen en suggesties van 14 februari 2022 de beleidsgroep 'Leefmilieu' kennis heeft genomen van de voortgang van de voorafgaande analyses en de opmaak van het milieueffectenrapport (fasen 1 en 2); dat zij zich aansluit bij de doelstellingen om over te gaan tot de herkwalificering van de noordkant van de stad, "een onderbenut gebied met een gebrek aan samenhang en identiteit"; dat zij de voorbeeldfunctie toejuicht die de ecowijk kan uitoefenen, met name op het vlak van energievoorziening (warmtenet uit afvalverbranding, koelwater uit de Maas), haar aansluiting op het openbare vervoers- en zachte mobiliteitsnet, en haar multifunctionaliteit; dat de beleidsgroep echter vaststelt dat de procedure tot herziening van het gewestplan achterhaald is door de procedures en ontwikkelingen; dat zij zich bijgevolg beperkt tot het ondersteunen van bepaalde punten met betrekking tot de algemene uitvoering van het ontwerp en diens bodembestemmingsplan;

Overwegende dat de adviescommissie voor ruimtelijke ordening en mobiliteit van de stad Luik op 8 maart 2022 een advies heeft uitgebracht waarin zij "grosso modo instemt met de analyses en aanbevelingen geformuleerd door de auteur van het milieueffectenrapport na afloop van de fasen 1 en 2 van de analyse van het ontwerp tot herziening van het gewestplan"; dat zij echter andere opmerkingen, aanbevelingen en verzoeken heeft; dat deze met name betrekking hebben op de te creëren verbindingen en de integratie in de bestaande wijk, op het stedelijk groen, op de dichtheid en de commerciële ontwikkelingen;

Overwegende dat de SPW Territoire, Logement, Patrimoine, Énergie op 9 maart 2022 eveneens een brief verzonden heeft naar de stad Luik om haar waargenomen tekortkomingen in het milieueffectenrapport mee te delen, met name over de informatie die opgenomen moet zijn in het milieueffectenrapport zoals gedefinieerd in het besluit van 8 maart 2021;

Overwegende dat op 6 september 2022 een herziene versie van de fasen 1 en 2 van het milieueffectenrapport ter informatie werd bezorgd aan de beleidsgroepen en de adviescommissie voor ruimtelijke ordening en mobiliteit van de stad Luik; dat de adviescommissie voor ruimtelijke ordening en mobiliteit van de stad Luik haar opmerkingen en suggesties heeft meegedeeld op 11 oktober 2022 en de beleidsgroep 'Ruimtelijke Ordening' op 14 oktober 2022; dat de Beleidsgroep 'Leefmilieu' zich niet heeft uitgesproken;

Overwegende dat de adviescommissie voor ruimtelijke ordening en mobiliteit van de stad Luik in haar advies van 11 oktober 2022 nota neemt van de voortgang van het dossier en diverse overwegingen formuleert over de manier waarop rekening werd gehouden met haar advies;

Overwegende dat de beleidsgroep 'Ruimtelijke Ordening' in haar opmerkingen en suggesties van 14 oktober 2022 opmerkt dat al haar voorgaande opmerkingen werden geanalyseerd en het milieueffectenrapport in functie hiervan werd aangevuld;

Overwegende dat de definitieve versie van het milieueffectenrapport van het ontwerpplan en het bodembestemmingsplan op 7 november 2022 werden overgemaakt aan de Regering in overeenstemming met artikel D.II.49 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling;

Conclusies van het milieueffectenrapport

Overwegende dat de **eerste fase** van het milieueffectenrapport, dat hoofdzakelijk handelt over de sociaaleconomische gronden en de geldigverklaring van de ligging van het ontwerpplan, het potentieel van het ontwerpplan valideert zoals vastgesteld bij het besluit van de Waalse Regering van 3 december 2020;

Overwegende dat zij besluit dat het ontwerp tot herziening van het plan, ter hoogte van de site Coronmeuse, aan de noordkant van de stad, de herkwalificering mogelijk maakt door middel van een algemene herinrichting; dat het centrale karakter van de site Coronmeuse binnen het gemeentelijk gebied een verdichting van de Luikse stadskern en de uitbreiding van het stadsweefsel mogelijk maakt; dat de nabijheid van de stadskern haar ook optimaal bereikbaar maakt, zeker met de komst van de tram;

Overwegende dat de eerste fase van het milieueffectenrapport eveneens de schrapping valideert van het tracé van de verbindingsweg gevormd door de Quai de Wallonie en de Avenue Maurice Denis alsook de schrapping van het tracé van de hoogspanningslijn;

Overwegende dat de **tweede fase** van het milieueffectenrapport, dat hoofdzakelijk handelt over de analyse van de milieueffecten van het ontwerpplan en het bodembestemmingsplan alsook de analyse van de alternatieven, resulteert in meerdere aanbevelingen om de niet te verwaarlozen negatieve effecten geïdentificeerd voor de verschillende milieugebieden bestudeerd in het kader van het milieueffectenrapport te voorkomen, te beperken of, in de mate van het mogelijke, te compenseren.

Overwegende dat de auteur van het rapport naar aanleiding van de analyse van de mogelijke alternatieven echter besluit dat geen enkel alternatief voor het ontwerpplan en het bodembestemmingsplan de voorkeur geniet; dat hij de keuze tot de opneming van een gebied van gemeentelijk belang valideert, wat het volgens hem mogelijk maakt om duidelijke richtsnoeren voor de ontwikkeling te geven, om de exploitatie van de site te vergemakkelijken en om rechtszekerheid te bieden waarbij een zekere flexibiliteit en de evolutie van de projecten in de tijd, volgens de noden en de evolutie van de context, verzekerd wordt;

Overwegende dat de auteur van het milieueffectenrapport de te verwachten gevolgen op het vlak van verstedelijking, huisvesting, uitrusting, veiligheid, mobiliteit, bodem en ondergrond, grondwater en oppervlaktewater, fauna en flora, geuromgeving, klimaat en energie en lawaai identificeert; dat de aanbevelingen in het milieueffectenrapport echter betrekking hebben op de uitvoering van het ontwerp; dat deze aanbevelingen niet vallen onder het gewestplan en dat deze bestudeerd zullen worden in het kader van de afgifte van de vergunningen volgend op de definitieve aanneming van het plan;

Overwegende dat het derhalve aan de bevoegde autoriteiten is om de maatregelen te bepalen die bedoeld zijn om de gevolgen van de uitvoering van het plan op het milieu te beperken en om de opvolging van deze maatregelen te verzekeren zodat zij kunnen nagaan of deze maatregelen volstaan om de onvoorziene negatieve gevolgen te beperken en zij de passende herstellende maatregelen kunnen nemen;

Advies van de instanties

Overwegende dat de minister in toepassing van artikel R.II.49-1 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling de personen en instanties bepaald heeft die hij nuttig acht te raadplegen, in toepassing van artikel D.II.49, § 2 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, en de minister de SPW-TLPE op 1 december 2022 heeft opgedragen om het dossier ter advies over te maken;

Overwegende dat de SPW Agriculture, Ressources naturelles et Environnement (SPW-ARNE) en de gemachtigde ambtenaar werden geraadpleegd op 5 december 2022;

Overwegende dat artikel D.II.49, § 2, lid 2 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling stelt dat *“De adviezen worden toegezonden binnen de zestig dagen na verzending van het verzoek van de Regering. Bij ontstentenis worden zij geacht gunstig te zijn”*; dat de adviezen dus voor 3 februari 2023 overgemaakt moesten zijn; dat bij ontstentenis van het bezorgen van hun adviezen binnen de termijn de adviezen van de SPW Agriculture, Ressources naturelles et Environnement en van de gemachtigde ambtenaar als gunstig beschouwd worden;

Overwegende dat op grond van het milieueffectenrapport en de gevraagde adviezen geoordeeld wordt dat geen enkele andere redelijke oplossing beter kan inspelen op de beoogde doelstellingen dan het ontwerpplan; dat het derhalve niet nodig is om een nieuw ontwerpplan aan te nemen;

Openbaar onderzoek

Overwegende dat dit ontwerp tot herziening van het gewestplan Luik werd onderworpen aan een openbaar onderzoek van 30 maart tot 15 mei 2023 op het grondgebied van de stad Luik, overeenkomstig de artikelen D.VIII.7 tot 9 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling;

Overwegende dat het openbaar onderzoek geen aanleiding heeft gegeven tot een bezwaarschrift;

Advies na onderzoek

Overwegende dat de gemeenteraad van Luik op 4 juli 2023 en in overeenstemming met artikel D.II.49, § 6 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling om het advies heeft gevraagd van de gemachtigde ambtenaar, de beleidsgroep ‘Ruimtelijke Ordening’ en de beleidsgroep ‘Leefmilieu’;

Overwegende dat de beleidsgroep ‘Leefmilieu’ op 18 augustus 2023 een advies heeft uitgebracht waarin zij oordeelt dat het milieueffectenrapport voldoet aan artikel D.VIII.33, § 3 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling; dat zij ook een gunstig advies uitbrengt over de ecologische mogelijkheden van het ontwerp mits rekening wordt gehouden met dezelfde opmerkingen als in haar advies van 14 februari 2023 die de oprichting beogen van een echt ecologisch netwerk tijdens de afgifte van de vergunningen en die, in de loop van de procedures, de aansluiting op de tramhaltes via zachte vervoermiddelen en de aansluiting van de buslijnen en -haltes via andere middelen verzekeren en waarbij het zicht vanop de Pont Atlas en vanuit de Quai de Coronmeuse geanalyseerd wordt, met name wat de hoge bouwprofielen betreft;

Overwegende dat de beleidsgroep ‘Ruimtelijke Ordening’ op 1 september 2023 een gunstig advies verleend heeft aan het ontwerp tot herziening van het gewestplan Luik;

Overwegende dat zij in hetzelfde advies van oordeel is dat het milieueffectenrapport de nodige elementen aanlevert om tot een besluit te komen;

Overwegende dat de gemachtigde ambtenaar op 4 september 2023 een advies overgemaakt heeft waarin staat dat de aanvraag tot herziening van het gewestplan met het oog op de opnemings van een gebied van gemeentelijk belang op geen enkel bezwaar stuit van zijn diensten, dat zijn inhoud in lijn ligt met het doel om een nieuwe wijk op te richten in Coronmeuse zoals overwogen werd sinds 2015;

Overwegende dat de gemeenteraad op 23 oktober 2023 een gunstig advies heeft uitgebracht;

Definitieve aanneming van de herziening van het gewestplan

Gelet op de motiveringen bij de opnemings van het gebied en de schrapping van de tracés vastgesteld bij voornoemd besluit van de Waalse Regering van 3 december 2020;

Overwegende dat geen enkele klacht geformuleerd werd tijdens het openbaar onderzoek en dat, in toepassing van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, geen enkel advies na afloop hiervan bezwaar maakt tegen het ontwerp tot herziening van het gewestplan;

Overwegende dat de beleidsgroep ‘Ruimtelijke Ordening’ echter de schrapping aanbeveelt van de hoogspanningslijn over de volledige in onbruik geraakte lengte;

Overwegende dat deze aanbeveling relevant lijkt en toegepast kan worden op het volledige grondgebied van de stad Luik;

Overwegende dat de herziening van het gewestplan Luik definitief aangenomen moet worden met het oog op de opnemings van een gebied van gemeentelijk belang met een oppervlakte van 27 ha aan onroerend goed gelegen op de site Coronmeuse en voorheen opgenomen als een gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen, een industriële bedrijfsruimte, een woongebied, een groengebied en gelegen aan de Darse de Meuse opgenomen als vaarweg op het gewestplan en met het oog op de schrapping van de bestaande tracés van een gewestelijke verbindingsweg en een hoogspanningslijn op het grondgebied van de stad Luik;

Naleving van de beginselen van toepassing op de herziening van het gewestplan (artikel D.II.45)

Overwegende dat de opnemings van elk nieuw bebouwingsgebied dat volgt op een niet-bebouwingsgebied moet grenzen aan een bestaand bebouwingsgebied; dat het nieuwe gebied van gemeentelijk belang opgenomen in het gewestplan grenst aan een woongebied; dat de opnemings voldoet aan de voorwaarde vastgelegd in artikel D.II.45, § 1 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling;

Overwegende dat de opnemings van een nieuw bebouwingsgebied dat volgt op een niet-bebouwingsgebied niet de vorm mag aannemen van lintbebouwing langs de weg; dat de opnemings van een nieuw gebied van gemeentelijk belang in het gewestplan voldoet aan deze voorwaarde; dat de geplande stedenbouwkundige compositie tot stand komt rondom een nieuw wegennet geïdentificeerd in het bodembestemmingsplan;

Overwegende dat artikel D.II.45, § 3 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling eveneens voorschrijft dat ieder nieuw bebouwingsgebied, volgend op een niet-bebouwingsgebied, dat niet te verwaarlozen effecten op het leefmilieu zou kunnen hebben gecompenseerd moet worden; dat artikel D.II.45, § 5, lid 2 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling het volgende verduidelijkt: *“In afwijking van paragraaf 3 is er geen enkele compensatie vereist voor tien percent van de totale oppervlakte van de bebouwingsgebieden bedoeld in artikel D.II.23, lid 2, gelegen in de omtrek vallend onder de herziening van het gewestplan met het oog op de opnemings van een gebied van gemeentelijk belang indien:*

1° *de herziening van het gewestplan betrekking heeft op de opnemings van een gebied van gemeentelijk belang dat volgt op één of meerdere niet-bebouwingsgebieden bedoeld in artikel D.II.23, lid 3;*

2° *het ten opzichte van de ontwikkelingsdoelstellingen inzake het potentieel van centrumfunctie verantwoord is om het(de) niet-bebouwingsgebied(en) erbij te betrekken;*

3° *het(de) niet-bebouwingsgebied(en) ofwel ingesloten is(zijn) ofwel een randgebied is(zijn) dat aan één of meerdere bebouwingsgebieden grenst, gelegen in de omtrek vallend onder de herziening van het gewestplan.”;*

Overwegende dat deze herziening met het oog op de opnemings van een gebied van gemeentelijk belang met een oppervlakte van 27 ha dat volgt op een bebouwingsgebied en een niet-bebouwingsgebied van 0,74 ha volledig in lijn ligt met de afwijking bij de toepassing van artikel D.II.45, § 3 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling;

Overwegende dat artikel D.II.45, § 5 stelt dat de opnemings van een gebied van gemeentelijk belang beoogt dat een deel van het gebied bijdraagt tot de dynamisering van stedelijke en landelijke kernen waarvan het potentieel als centrumfunctie, met als kenmerken een concentratie van woningen en een vlotte toegang tot diensten en uitrustingen, versterkt moet worden door een geschikte verdichting, door de hernieuwing, door de functionele en sociale gemengdheid en door de verbetering van het leefkader;

Overwegende dat de omtrek van het nieuwe gebied van gemeentelijk belang onmiskenbaar bijdraagt tot de dynamisering van de stadskern Luik door de nabijheid van deze laatste; dat de meeste strategische documenten uitgewerkt op gemeentelijk of bovengemeentelijk niveau in dit opzicht getuigen van de bevoorrechte situatie van de site Coronmeuse; dat uit het bodembestemmingsplan gevoegd bij de opnemings van het gebied van gemeentelijk belang blijkt dat de door de gemeentelijke overheden geplande ontwikkeling van de wijk zal bijdragen tot de versterking van de centrumfunctie van het betrokken gebied via de doelstellingen die zij nastreeft; dat de opties die zij voornemens is uit te voeren voldoen aan de beginselen vermeld in artikel D.II.45, § 5, lid 1 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling in termen van verdichting, stedelijke hernieuwing, functionele en sociale gemengdheid en verbetering van het leefkader;

Overwegende dat deze herziening van het gewestplan Luik derhalve voldoet aan de beginselen van toepassing op de herziening zoals vastgesteld in artikel D.II.45, §§ 1 tot 3 en 5 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling;

Naleving van artikel D.I.1. van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling

Overwegende dat overeenkomstig artikel D.I.1 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling,

“ § 1 het grondgebied van Wallonië behoort tot het gemeenschappelijk erfgoed van zijn inwoners. Het Wetboek van Ruimtelijke Ordening [...] beoogt een duurzame en aantrekkelijke ruimtelijke ontwikkeling.

Deze ontwikkeling komt tegemoet aan en speelt op een evenwichtige manier in op de behoeften van de gemeenschap op sociaal, economisch, demografisch vlak, op vlak van energie, erfgoed, leefmilieu en mobiliteit, rekening houdend, zonder discriminatie, met de ruimtelijke dynamiek en specificiteit, alsook met de sociale cohesie.

§ 2 Het Gewest, de gemeenten en de andere overheidsorganen zijn, elk binnen zijn bevoegdheden en in coördinatie met het Gewest, de actoren, de beheerders en de vrijwaarders van deze ontwikkeling.”;

Overwegende dat de auteur van het milieueffectenrapport oordeelt dat het ontwerp tot herziening van het gewestplan, door zijn doelstelling tot de ontwikkeling van een nieuwe wijk met 1.465 wooneenheden en de oprichting van nieuwe functies zoals handelszaken, kantoren en diensten alsook de valorisering van het Parc Astrid, zal bijdragen aan de sociale en economische behoeften van de gemeenschap;

Overwegende dat hij ook van oordeel is dat de uitvoering van het ontwerp het mogelijk maakt de modal shift te versterken gelet op het ontwerp van een toekomstige tramhalte in de onmiddellijke nabijheid; dat door de organisatie van duurzame mobiliteit binnen de omtrek en door voorrang te geven aan het gebruik van zachte vervoerswijzen het ontwerp tot herziening van het gewestplan zal bijdragen aan de behoeften van de gemeenschap op het vlak van mobiliteit;

Overwegende dat de energieprestaties van de gebouwen en openbare ruimtes rekening houden met bioklimatische architectuur, de strijd tegen de klimaatopwarming en de aanpasbaarheid van de gebouwen; dat de auteur van het milieueffectenrapport derhalve oordeelt dat het ontwerp tot herziening van het gewestplan zal bijdragen aan de energetische behoeften van de gemeenschap;

Overwegende dat op het vlak van erfgoed het ontwerp voorziet in het behoud en de renovatie van oude gebouwen, waarvan sommigen de laatste restanten vormen van de Exposition internationale de la technique de l'eau van 1939; dat wat de natuurlijke omgeving betreft, het ontwerp voorziet in de valorisering van het Parc Astrid, dat momenteel onderbenut wordt, door meer in te zetten op zijn biologische waarde; dat de auteur van het milieueffectenrapport om deze redenen oordeelt dat het ontwerp tot herziening van het gewestplan zal bijdragen aan de behoeften van de gemeenschap op het vlak van erfgoed en milieu;

Overwegende dat na afloop van de conclusies van het milieueffectenrapport blijkt dat de herziening van het gewestplan inderdaad bijdraagt aan de behoeften van de gemeenschap op sociaal en economisch vlak en op vlak van energie, erfgoed, leefmilieu en mobiliteit;

Overwegende dat de herziening van het gewestplan derhalve voldoet aan de eisen van artikel D.I.1 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, zoals het ontwerpplan beoogt, om op een evenwichtige manier in te spelen op de behoeften van de gemeenschap om een duurzame en aantrekkelijke ontwikkeling van het grondgebied te verzekeren;

Naleving van het ruimtelijk ontwikkelingsplan

Overwegende dat Luik geïdentificeerd wordt als een grote pool gelegen op het kruispunt van eurocorridors binnen het samenwerkingsgebied Maastricht, Hasselt, Aken, Luik op het toepasselijke ruimtelijk ontwikkelingsplan;

Overwegende dat de uitvoeringsbeginselen, gedefinieerd door het toepasselijke ruimtelijk ontwikkelingsplan, inzake de herstructurering van het grondgebied voorschrijven om de centra te verdichten en de afhankelijkheid van de auto te verminderen; dat het creëren van *“een gemengde, duurzame en groene stadswijk met zachte mobiliteit die specifieke mogelijkheden biedt voor de ontwikkeling van stadslandbouw en korte ketens, ontworpen om het voortbestaan van de bestaande naburige wijken te verzekeren en die bediend zal worden door de toekomstige tramlijn”* op deze site het mogelijk maakt om de stadskern van Luik en de structuur te versterken;

Overwegende dat de herziening van het gewestplan via de herkwalificering van een industriële bedrijfsruimte die vandaag verouderd is en de valorisering van de site Coronmeuse, tot dan onderbenut, zal bijdragen aan een oplossing voor de verslechterde situatie aan de grens tussen Luik en Herstal;

Overwegende dat het tegemoet komen aan de behoeften op het vlak van huisvesting eveneens deel uitmaakt van het ruimtelijk ontwikkelingsplan; dat deze tegemoetkoming gezocht kan worden in de ontwikkeling van nieuwe wooneenheden; dat het ontwerp verbonden aan het gebied van gemeentelijk belang voorziet in de bouw van ongeveer 1465 wooneenheden;

Overwegende dat het ontwerp in aanvulling op het huisvestingsprogramma, voorziet in handelszaken, vrijetijds- en cultuurvoorzieningen alsook diensten voor de nieuwe bewoners en de omwonenden van de site; dat de duurzame ontwikkeling van de stad een functionele gemengdheid omvat voor iedereen, met een kwaliteitsvolle openbare ruimte die de verbinding tussen deze verschillende functies mogelijk maakt;

Overwegende dat hieruit volgt dat de opnemings in het gewestplan van een gebied van gemeentelijk belang ter hoogte van de site Coronmeuse in overeenstemming is met het toepasselijke ruimtelijk ontwikkelingsplan;

Conclusie

Overwegende dat op grond van voornoemde ontwikkelingen de herziening van het gewestplan Luik (blad 42/2) definitief aangenomen kan worden met het oog op de opnemings van een gebied van gemeentelijk belang en de schrapping van de bestaande tracés van een gewestelijke verbindingsweg en een hoogspanningslijn op het grondgebied van de stad Luik, in overeenstemming met het bijgevoegde plan;

Overwegende dat de opnemings van het gebied van gemeentelijk belang vergezeld gaat van een bodembestemmingsplan; dat deze laatste als bijlage gevoegd is bij dit besluit;

Overwegende dat de milieuverklaring voorgeschreven bij artikel D.VIII.36 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling eveneens als bijlage gevoegd is bij dit besluit;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De herziening van het gewestplan Luik (blad 42/2) met het oog op de opnemings van een gebied van gemeentelijk belang en de schrapping van de bestaande tracés van een gewestelijke verbindingsweg en een hoogspanningslijn op het grondgebied van de stad Luik wordt aangenomen in overeenstemming met bijgevoegd plan.

Art. 2. De opnemings van het gebied van gemeentelijk belang gaat vergezeld van het bijgevoegde bodembestemmingsplan.

Art. 3. De minister bevoegd voor Ruimtelijke Ordening is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 23 mei 2024.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek en Innovatie, Digitale Technologieën,
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het IFAPME en de Kenniscentra,
W. BORSUS

Bijlage 1: Milieuverklaring

Milieuverklaring voor de definitieve aanneming van de herziening van het gewestplan Luik (blad 42/2) met het oog op de opnemings van een gebied van gemeentelijk belang en de schrapping van de bestaande tracés van een gewestelijke verbindingsweg en een hoogspanningslijn op het grondgebied van de stad Luik

Inleiding

Deze milieuverklaring is vereist op grond van artikel D.VIII.36 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling.

Deze milieuverklaring hoort bij het ministerieel besluit tot de definitieve aanneming van de herziening van het gewestplan Luik (blad 42/2) met het oog op de opnemings van een gebied van gemeentelijk belang en de schrapping van de bestaande tracés van een gewestelijke verbindingsweg en een hoogspanningslijn op het grondgebied van de stad Luik.

Ze wordt in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt en is toegankelijk via de website van het Departement Ruimtelijke Ordening en Stedenbouw van de Waalse Overheidsdienst (SPW) Territoire, Logement, Patrimoine, Énergie.

Deze milieuverklaring geeft een samenvatting van de manier waarop de milieuoverwegingen zijn opgenomen in het plan en waarop het milieueffectenrapport, de adviezen, bezwaren en opmerkingen in overweging zijn genomen, evenals de redenen voor de keuze van het plan zoals aangenomen, rekening houdende met de andere redelijke oplossingen die in overweging zijn genomen.

I. Voorwerp van de herziening van het gewestplan

De aanvraag tot herziening van het gewestplan Luik ingediend door de gemeenteraad van Luik op 10 oktober 2019 betreft:

- de opnemings van een gebied van gemeentelijk belang van iets meer dan 27 ha dat volgt op een woongebied, een gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen, een industriële bedrijfsruimte, een groengebied en als een bestaande vaarweg (Darse), gelegen langs de Maas, ten oosten van Luik, in Coronmeuse;
- de omschrijving van zijn uitvoering in het bodembestemmingsplan gevoegd bij het dossier;
- de schrapping van de bestaande tracés van een gewestelijke verbindingsweg en een hoogspanningslijn.

Het ontwerp tot herziening van het gewestplan werd op 3 december 2020 aangenomen door de Waalse Regering en maakte het voorwerp uit van een milieueffectenrapport, een openbaar onderzoek en het advies van instanties. Tijdens dit proces beoogde de enigste wijziging aan het ontwerp de schrapping van het volledige in onbruik geraakte tracé van de hoogspanningslijn 70kV 70423 op het grondgebied van Luik.

Op grond van artikel D.II.45, §§ 3 en 5 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling is geen enkele compensatie vereist voor de opnemings van de omtrek van het gebied van gemeentelijk belang.

II. Chronologie van de procedure tot herziening van het gewestplan

Chronologie van de procedure

De gemeenteraad van Luik heeft op 5 februari 2019 besloten om de Waalse Regering te vragen om, volgens de versnelde procedure als bedoeld in artikel D.II.52, lid 1, 1^o, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, over te gaan tot de herziening van het gewestplan Luik met het oog op de opnemings, zonder compensatie, van een gebied van gemeentelijk belang voor de site Coronmeuse, en tot de schrapping van de bestaande gewestelijke verbindingsweg en hoogspanningslijn geïdentificeerd in de omtrek van de te herziene zones.

De aanvraag maakte het voorwerp uit van een voorafgaande bekendmaking aan het publiek overeenkomstig artikelen D.29-5 en D.29-6 van Boek I van het Milieuwetboek. De openbare informatievergadering vond plaats op 28 februari 2019, waarna zes brieven met op- of aanmerkingen werden verzonden naar het gemeentecollege.

Op 25 maart 2019 heeft de gemeenteraad van de stad Luik, op grond van artikel D.II.52 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, gevraagd aan de minister bevoegd voor Ruimtelijke Ordening om de inhoud van het milieueffectenrapport te bepalen overeenkomstig artikel R.VIII.33-1 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling.

De ontwerpinhoud van het milieueffectenrapport met betrekking tot de opnemings van het gebied van gemeentelijk belang werd aangenomen op 6 mei 2019.

De gemeentelijke overheden werden echter bij brief van 23 augustus 2019 geïnformeerd dat de versnelde procedure het niet toeliet om over te gaan tot de schrapping van het bestaande tracé van de twee infrastructuren genoemd in hun aanvraag. Deze procedure is immers uitsluitend bestemd voor de opnemings van een gebied van gemeentelijk belang zonder compensatie.

Op 30 september 2019 heeft de gemeenteraad derhalve beslist om zijn aanvraag opnieuw in te dienen zodat de Waalse Regering zou kunnen overgaan tot de herziening van het gewestplan Luik volgens de gebruikelijke procedure bedoeld in artikel D.II.47 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling. Hoewel deze procedure zich eveneens beperkt tot de opnemings van een nieuwe zonering in het gewestplan, stelt deze de Waalse Regering wel in staat om hierbij het luik te betrekken dat handelt over de schrapping van het bestaande tracé van twee infrastructuren die inmiddels verouderd zijn.

De aanvraag werd ontvangen op 10 oktober 2019.

De verzoeken om advies over het aanvraagdossier werden op 15 oktober 2019 gericht aan de gemachtigde ambtenaar van de Directie Luik 1, aan de beleidsgroep 'Ruimtelijke Ordening', aan de beleidsgroep 'Leefmilieu', aan de SPW Agriculture, Ressources naturelles et Environnement en de SPW Mobilité et Infrastructures.

De gemachtigde ambtenaar en de beleidsgroep ‘Ruimtelijke Ordening’ hebben binnen de 60 dagen vanaf de verzending van het verzoek een gunstig advies uitgebracht. Bij gebrek aan een advies verzonden binnen de 60 dagen worden de adviezen van de beleidsgroep ‘Leefmilieu’, de SPW Agriculture, Ressources naturelles et Environnement en de SPW Mobilité et Infrastructures gunstig geacht te zijn.

Bij besluit van 3 december 2020 heeft de Waalse Regering besloten om het gewestplan Luik (blad 42/2) te herzien en het ontwerpplan aan te nemen met het oog op de opnemings van een gebied van gemeentelijk belang en de schrapping van het bestaande tracé van een gewestelijke verbindingsweg en een hoogspanningslijn op het grondgebied van de stad Luik om bij te dragen aan de dynamisering van de stadskern van Luik en om het potentieel van de site Coronmeuse als centrumfunctie te versterken.

Bij ditzelfde besluit van 3 december 2020 heeft de Regering besloten een milieueffectenrapport te laten opmaken van het ontwerpplan en het bodembestemmingsplan gevoegd bij de aanvraag van de stad Luik en de ontwerpinhoud ervan goed te keuren.

Op 8 maart 2021 heeft de minister van Ruimtelijke Ordening de inhoud van het milieueffectenrapport aangenomen na raadpleging van de beleidsgroep ‘Leefmilieu’, de beleidsgroep ‘Ruimtelijke Ordening’, het Commissariaat-generaal voor Toerisme, de Autonome Haven van Luik, de SPW Mobilité et Infrastructures en de SPW Agriculture, Ressources naturelles et Environnement wier advies werd gevraagd op 13 januari 2021.

De aanvrager heeft vervolgens studiebureau ‘ARIES Consultants SA’, naar behoren goedgekeurd, belast met de opmaak van het milieueffectenrapport van het ontwerpplan in toepassing van artikel D.I.11, lid 4 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling. Op 14 april 2021 heeft de aanvrager zijn keuze gemeld aan de administratie die geen reden zag tot verzet.

De beleidsgroep ‘Leefmilieu’, de beleidsgroep ‘Ruimtelijke Ordening’ en de gemeentelijke adviescommissie voor ruimtelijke ordening en mobiliteit van de stad Luik werd in drie tijden op de hoogte gebracht van de voortgang van de voorafgaande analyses en van de opmaak van het milieueffectenrapport. De eerste fase van het rapport werd hen meegedeeld op 11 juni 2021. Enkel de beleidsgroep ‘Ruimtelijke Ordening’ en de adviescommissie voor ruimtelijke ordening en mobiliteit van de stad Luik hebben hun opmerkingen en suggesties meegedeeld, respectievelijk op 16 juli 2021 en 25 augustus 2021.

De eerste gewijzigde fase en de tweede fase van het rapport werden vervolgens op 22 december 2021 ter informatie meegedeeld aan de beleidsgroepen en de adviescommissie voor ruimtelijke ordening en mobiliteit van de stad Luik. Deze drie instanties hebben hun opmerkingen en suggesties meegedeeld op 28 januari 2022 voor de beleidsgroep ‘Ruimtelijke Ordening’, op 15 februari 2022 voor de beleidsgroep ‘Leefmilieu’ en op 21 maart 2022 voor de adviescommissie voor ruimtelijke ordening en mobiliteit van de stad Luik.

In haar opmerkingen en suggesties van 28 januari 2022 oordeelde de beleidsgroep ‘Ruimtelijke Ordening’ dat ‘fasen 1 en 2 van het milieueffectenrapport niet afdoende reageren op haar verzoeken geformuleerd in voorgaand advies en op de elementen gedefinieerd voor de inhoud van dit milieueffectenrapport’ en vroeg zij bijgevolg om een aanvulling op het milieueffectenrapport bij te voegen met de gegevens en analyses over de verschillende punten opgenomen in haar advies.

Evenzo heeft de SPW Territoire, Logement, Patrimoine, Énergie (SPW-TLPE) op 9 maart 2022 een brief verzonden naar de stad Luik om haar waargenomen tekortkomingen in het milieueffectenrapport mee te delen, met name over de informatie die opgenomen moet zijn in het milieueffectenrapport zoals gedefinieerd in het besluit van 8 maart 2021.

Op 6 september 2022 werd een herziene versie van de fasen 1 en 2 van het milieueffectenrapport ter informatie bezorgd aan de beleidsgroepen en de adviescommissie voor ruimtelijke ordening en mobiliteit van de stad Luik. De adviescommissie voor ruimtelijke ordening en mobiliteit van de stad Luik heeft haar opmerkingen en suggesties meegedeeld op 11 oktober 2022 en de beleidsgroep ‘Ruimtelijke Ordening’ op 14 oktober 2022. De Beleidsgroep ‘Leefmilieu’ heeft zich niet uitgesproken.

De finale versie van het milieueffectenrapport werd op 7 november 2022 ingediend bij de minister van Ruimtelijke Ordening.

In toepassing van artikel R.II.49-1 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling bepaalt de minister de personen en instanties die hij nuttig acht te raadplegen in toepassing van artikel D.II.49, § 2 en draagt hij de SPW-TLPE op om het dossier ter advies over te maken.

De SPW Agriculture, Ressources naturelles et Environnement en de gemachtigde ambtenaar van de Directie Luik I van de SPW TLPE werden op 5 december 2022 geraadpleegd over het ontwerp tot herziening en het milieueffectenrapport.

Artikel D.II.49, §2, lid 2 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling stelt dat “De adviezen worden toegezonden binnen de zestig dagen na verzending van het verzoek van de Regering. Bij ontstentenis worden zij geacht gunstig te zijn.” Bij ontstentenis van het bezorgen van hun adviezen binnen de termijn worden de adviezen van de SPW Agriculture, Ressources naturelles et Environnement en van de gemachtigde ambtenaar als gunstig beschouwd.

Op grond van het milieueffectenrapport en de gevraagde adviezen wordt geoordeeld dat geen enkele andere redelijke oplossing beter kan inspelen op de beoogde doelstellingen dan het ontwerpplan. Derhalve is het niet nodig om een nieuw ontwerpplan aan te nemen.

Het ontwerp tot herziening van het gewestplan, aangenomen bij het besluit van de Waalse Regering van 3 december 2020, werd van 30 maart tot 15 mei 2023 onderworpen aan een openbaar onderzoek op het grondgebied van de stad Luik. Het openbaar onderzoek heeft geen aanleiding gegeven tot een bezwaarschrift.

Na het openbaar onderzoek heeft de gemeenteraad van Luik op 4 juli 2023 en in overeenstemming met artikel D.II.49, §6 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling gevraagd om het advies van de gemachtigde ambtenaar, de beleidsgroep ‘Ruimtelijke Ordening’ en de beleidsgroep ‘Leefmilieu’.

Op 18 augustus 2023 heeft de beleidsgroep ‘Leefmilieu’ een advies uitgebracht waarin zij oordeelt dat het milieueffectenrapport voldoet aan artikel D.VIII.33, §3 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling en heeft zij tevens een gunstig advies uitgebracht over de ecologische mogelijkheden van het ontwerp mits rekening wordt gehouden met dezelfde opmerkingen als in haar advies van 14 februari 2023 die de oprichting beogen van een echt ecologisch netwerk tijdens de afgifte van de vergunningen en die, in de loop van de procedures, de aansluiting op de tramhaltes via zachte vervoermiddelen en de aansluiting van de buslijnen en -haltes via andere middelen verzekeren en waarbij het zicht vanop de Pont Atlas en vanuit de Quai de Coronmeuse geanalyseerd wordt, met name wat de hoge bouwprofielen betreft.

Op 1 september 2023 heeft de beleidsgroep ‘Ruimtelijke Ordening’ een gunstig advies verleend aan het ontwerp tot herziening van het gewestplan Luik waarin staat dat zij voorstander is van de schrapping van de hoogspanningslijn over de volledige in onbruik geraakte lengte en zij van oordeel is dat het milieueffectenrapport de nodige elementen aanlevert om tot een besluit te komen.

Op 4 september 2023 heeft de gemachtigde ambtenaar een advies overgemaakt waarin staat dat de aanvraag tot herziening van het gewestplan met het oog op de opneming van een gebied van gemeentelijk belang op geen enkel bezwaar stuit van zijn diensten, dat zijn inhoud in lijn ligt met het doel om een nieuwe wijk op te richten in Coronmeuse zoals overwogen werd sinds 2015.

De gemeenteraad heeft vervolgens op 23 oktober 2023 een gunstig advies uitgebracht over de herziening van het gewestplan Luik met het oog op de opneming van een gebied van gemeentelijk belang en de schrapping van het bestaande tracé van een gewestelijke verbindingsweg en een hoogspanningslijn op de site Coronmeuse.

De definitieve aanneming van de herziening van het gewestplan bij dit besluit heeft bijgevolg betrekking op dezelfde bestemming en dezelfde omtrek als diegene die opgenomen zijn in het ontwerp tot herziening van 3 december 2021. Het bodembestemmingsplan werd eveneens niet gewijzigd.

Wat de tracés betreft, wordt bij bevestiging van de schrapping van het tracé van de gewestelijke verbindingsweg echter een wijziging aangebracht aan de schrapping van het in onbruik geraakte tracé van de hoogspanningslijn zodat diens volledige tracé op het grondgebied van de stad Luik geschrapt kan worden en niet enkel het deel dat over de site Coronmeuse loopt.

III. Milieuoverwegingen

In het milieueffectenrapport is een diepgaand onderzoek verricht naar het ontwerpplan, de opmerkingen van het publiek geuit tijdens de voorafgaande informatievergadering en de adviezen uitgebracht over de aanvraag tot herziening.

In haar advies van 18 augustus 2023 is de beleidsgroep ‘Leefmilieu’ van oordeel dat het milieueffectenrapport beantwoordt aan artikel D.VIII.33, §3 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling. Evenzo is de beleidsgroep ‘Ruimtelijke Ordening’ in haar advies van 1 september 2023 van oordeel dat het milieueffectenrapport de nodige elementen aanlevert om tot een besluit te komen.

Op basis van deze twee adviezen bestaat er bijgevolg geen aanleiding om de volledigheid en kwaliteit van het milieueffectenrapport ter discussie te stellen.

De aanbevelingen geformuleerd in het rapport werden in aanmerking genomen en opgenomen in het besluit, voor zover zij vallen onder de inhoud van het gewestplan zoals bepaald bij artikel D.II.21 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling.

De verschillende luiken van de milieubeoordeling worden hierna vermeld.

1. Stedenbouw, landschap en erfgoed

De site bevindt zich op een punt waar meerdere wijken met diverse functies samenkomen. We onderscheiden echter twee overheersende functies in de naburige wijken: een hoofdzakelijke woonfunctie (Saint-Léonard, Coronmeuse) en een hoofdzakelijke industrie functie (Île de Monsin, Droixhe).

De bebouwde omgeving binnen de omtrek is zeer heterogeen en werd voornamelijk verstedelijkt tijdens de internationale exposities van 1930 en 1936. De belangrijkste gebouwen zijn het gebouw van L'Équerre met zijn bijgebouwen, het Grand Palais, de Beurshallen, de Léona Platel school, het ontwateringsstation en de infrastructuur van het havengebied langs de Darse de Meuse.

Op het vlak van erfgoed dient te worden opgemerkt dat het gebouw van L'Équerre, het Grand Palais en het ontwateringsstation de laatste restanten vormen van de Exposition internationale de la technique de l'eau van 1939 en dat zij over onmiskenbare kwaliteiten beschikken op het gebied van architectuur en geschiedenis. Zo ook vormt het gebouw van de Beurshallen het voormalige Palais de la Métallurgie dat gebouwd werd voor de wereldtentoonstelling van 1930 en in de loop der jaren gerenoveerd werd.

Wat het landschap betreft, valt de omtrek binnen een landschap waarvan het reliëf bepaald wordt door de rivier. Nabij de omtrek wordt het reliëf van de Maasvallei gekenmerkt door een vallei die uitgaat op grote alluviale vlaktes en steile hellingen. Meer lokaal bevindt de omtrek zich op de bodem van de vallei te midden van de alluviale vlakte en in de directe nabijheid van de rivier en wordt de omtrek gekenmerkt door drie landschapssferen: een stedelijk landschap met wijken die hoofdzakelijk een woonfunctie hebben, een industrieel landschap en de beboste hellingen en terrils.

Voor de auteur van het milieueffectenrapport past het ontwerp tot herziening binnen de stedelijke structuur van de wijk Coronmeuse en de aangrenzende wijken doordat het weefsel versterkt wordt en de omtrek verbonden wordt met zijn omgeving via meerdere verbindingen zoals passerelles om de oversteek van de Darse mogelijk te maken.

De gemengdheid van de functies gepland in het kader van het ontwerp tot herziening sluit aan op het zeer diverse stadweefsel van de omliggende wijken waardoor de centrumfunctie van het gebied versterkt kan worden. In termen van dichtheid voorziet het ontwerp tot herziening in een dichtheid die globaal genomen groter is dan die van het bestaande bebouwde weefsel in de omgeving. Deze hogere dichtheid maakt het echter mogelijk om onder andere in te spelen op de groeiende dynamiek van de residentiële ontwikkeling op het grondgebied, om de strijd aan te gaan tegen ongecontroleerde verstedelijking en om beter gebruik te maken van het mobiliteitsnet (binnenkort uitgebreid met de komst van de tram aan de rand van de site).

Wat het bouwprofiel betreft, worden de voorgestelde typologieën opgetrokken in het hart van de wijk om een dicht en gediversifieerd stadswefsel te creëren.

Er zal geen enkele impact zijn op de materiële en patrimoniale goederen aangezien het ontwerp tot herziening voorziet in het behoud en de renovatie van de erfgoedelementen.

In termen van landschap zal de verstedelijking van de omtrek hoofdzakelijk te zien zijn vanaf de wegen en hellingen langs de Maas. De uitvoering van het ontwerp zal echter meer structuur geven aan dit stadswefsel dat momenteel geen samenhang vertoont met zijn omgeving.

2. Socio-economisch domein

De auteur van het rapport identificeert de nabijheid tot de stadskern en haar functies (residentiële weefsel, handelszaken, economische en culturele activiteiten) als de grootste troef van de site. Hij benadrukt echter dat de site zelf amper is uitgerust met technische infrastructuur voor een ruimtelijk ordeningsproject doordat de omtrek momenteel een laag niveau van verstedelijking kent.

De auteur van het rapport benadrukt ook dat dit ontwerp de kans biedt om in te spelen op de nood aan kwaliteitsvolle wooneenheden en het mogelijk maakt nieuwe opportuniteiten en activiteiten aan te bieden binnen de stad. Tevens wijst de auteur erop dat de concurrentierisico's verbonden aan andere vastgoedontwikkelingsprojecten in Luik een impact kunnen hebben op de ontwikkelingsdynamiek van de site Coronmeuse.

Hij benadrukt dat de aanwezigheid van de hoogspanningslijn een van de zwakke schakels is in het ontwerp en vreest dat, wanneer de ontmanteling van de lijn vertraging zou oplopen, dit de verstedelijking van de site aanzienlijk kan beperken. Er wordt echter op gewezen dat de lijn ondertussen ontmanteld werd en vandaag dus geen beperking meer vormt.

Gelet op de bouw van 1.465 wooneenheden zal het ontwerp tot herziening de Luikse bevolking doen stijgen met 1,4%. De uitvoering van het ontwerp tot herziening zal dus inspelen op de gemeentelijke demografische dynamiek.

De auteur van het milieueffectenrapport oordeelt ook dat de uitvoering van het ontwerp niet alleen inspeelt op de noden die op termijn gegenereerd worden door het ontwerp maar ook een deel van het geïdentificeerde tekort opvult inzake schoolvoorzieningen, recreatieve en toeristische voorzieningen, handelszaken en kantoren.

Wat de handelszaken betreft, maakt het ontwerp tot herziening het mogelijk 20.750 m² aan handelsoppervlakte te creëren waardoor het huidige aanbod van de gemeente met ongeveer 3% stijgt. Deze handelszaken zullen inspelen op de levensbehoeften van de toekomstige wijk en zullen het handels- en dienstenaanbod, dat reeds als dicht en gediversifieerd beschouwd wordt, lichtjes vergroten. De aanwezigheid van deze functie op de site Coronmeuse zal, door haar typologie (kleine lokale handelszaken), het ook mogelijk maken de wijk te dynamiseren zonder in concurrentie te gaan met de handelszaken in het stadscentrum.

Wat de kantoren betreft, voorziet het ontwerp tot herziening in de creatie van 13.680 m² aan kantooruimte waar ongeveer 550 werknemers ontvangen kunnen worden. De ligging van dit type activiteit langs de tramlijn past binnen de duurzame en aantrekkelijke ruimtelijke

ontwikkeling, maar zou kunnen leiden tot de verhuizing van bestaande bedrijven, met name de bedrijven die momenteel minder goed gelegen zijn qua bereikbaarheid.

Het parkgebied met een oppervlakte van ongeveer 93.500 m² is bestemd voor de alledaagse activiteiten van de wijk die geen kwaad doen aan de oorspronkelijke bestemming (infrastructuren voor sport, ontspanning, ontmoeting, tuinbouw, regenwaterbeheer ...). De herinrichting en uitbreiding van het park maken het mogelijk het groene weefsel binnen het grondgebied van de gemeente, waarbij het huidige aanbod lichtjes tekortschiet, te versterken en om ruimschoots in te spelen op de vraag naar groengebied van zowel de toekomstige inwoners van de wijk als de inwoners van de wijken in de omgeving.

Tot slot kan de site ook iets doen aan de ontvangstcapaciteit van de jachthaven die momenteel onvoldoende is. Het ontwerp zal voorzien in een nieuw aanbod door middel van een jachthaven waar pleziervaartuigen kunnen aanmeren, waardoor de toeristische aantrekkingskracht van Luik groter wordt.

Alle sectoren samen kunnen meer dan 950 voltijdse equivalenten gecreëerd worden waardoor de werkgelegenheidsgraad van de stad Luik, momenteel onder het provinciale en gewestelijke gemiddelde, kan toenemen. Bovendien is het aantrekkingspotentieel van de omtrek een grote troef om de gemeente te integreren in de economische vermazing van de provincie, met name in combinatie met de gemeente Herstal, de grootste tewerkstellingszone binnen het arrondissement Luik.

3. Mobiliteit – verkeersnetten

De site is gelegen nabij meerdere grote verkeersassen, met name:

- de E25 die aansluit op het volledige autosnelwegennet van de Luikse agglomeratie via de wisselaar van Cheratte (E40/E42);
- de gewestweg N90 (Bergen – Luik) die loopt langs de belangrijkste Waalse steden van de Samber- en Maasvallei;
- de N671 die de verbinding vormt tussen de E40/E42 en het stadscentrum van Luik.

Vanaf de site Coronmeuse leiden meerdere routes naar het autosnelwegennet en omgekeerd kunnen de afritten nr. 6 Jupille of nr. 7 Saint-Léonard van de E25 genomen worden ofwel de afrit nr. 35 Oupeye van de E40/E42 via de N671.

De site is ook goed bereikbaar met het openbaar vervoer gelet op de hoge frequentie van de verschillende buslijnen aanwezig op minder dan 10 minuten stappen alsook de aanwezigheid van een voorstedelijk NMBS-station op 10 à 15 minuten stappen. Deze bereikbaarheid zal nog beter worden door de komst van de tram aan de rand van de site.

Op basis van de beoogde functies binnen de omtrek en hun omvang kan de uitvoering van het ontwerp tot herziening een verkeersstroom genereren tussen 1.040 en 1.250 voertuigen per uur afhankelijk van de dag en de spitsuren. Het ontwerp zal bijgevolg een aanzienlijke impact hebben op het wegennet en het verkeer binnen het gebied, waarbij de extra verkeersbelasting de files die momenteel al waargenomen worden op het net nog langer kan maken.

De impact van deze uitvoering zal echter in sterke mate beïnvloed worden door de reorganisatie van het verkeer op grotere schaal die voortvloeit uit de aanleg van de tramlijn en uit de wijzigingen aangebracht aan het net in de buurt van de omtrek.

Wat de verplaatsingen te voet of per fiets betreft, maakt het ontwerp tot herziening het mogelijk in grote mate bij te dragen aan de zachte mobiliteit binnen de omtrek. Het autoverkeer binnen het gebied beperkt zich tot de wegen uitgedacht volgens het principe van gedeelde ruimte met prioriteit voor actieve vervoerswijzen, waarbij de voertuigen snel geleid worden naar ondergrondse parkings. Fysieke verbindingen worden gecreëerd (passerelles) of behouden (RAVeL) en zullen het mogelijk maken de nieuwe wijk te verbinden met de haltes van het openbaar vervoer alsook met de bestaande wijken. Het is dus belangrijk te garanderen dat de fiets- en voetpaden van de site zijn afgestemd op de ruimte voorbehouden voor de infrastructuur van het openbaar vervoer (tram).

Wat het parkeren betreft, voorziet het ontwerp om binnen de omtrek zelf te voorzien in alle noden. Meerdere aanbevelingen over de dimensionering werden bovendien opgenomen in het milieueffectenrapport.

4. Bodem en ondergrond

De bodem die voorkomt op het terrein is opgenomen als ‘kunstmatige of niet in kaart gebrachte grond’ net als in de meerderheid van de bebouwde gebieden langs de Maas in Luik. De bodem is reeds bebouwd waardoor het ontwerp tot herziening dus niet leidt tot het onomkeerbare verlies van grond.

Afgezien van de mijnschachten aanwezig binnen de omtrek stemmen de vastgestelde geotechnische drukfactoren overeen met de klassieke drukfactoren waardoor het ontwerp tot herziening niets verandert aan de te nemen maatregelen. Wat de mijnschachten betreft, moet een specifieke studie uitgevoerd worden naar de stabiliteit van de geplande constructies die opgetrokken worden ter hoogte van of in de directe nabijheid van deze mijnschachten.

De verschillende kadastrale percelen van de site zijn in perzikkleur opgenomen in de databank inzake de bodemtoestand. Dit is te verklaren door het feit dat de administratie beschikt over gegevens betreffende de verontreiniging van de omtrek. Deze gegevens werden verkregen in het kader van een SAR-procedure (referentie SAR_62063-SAE-0041-02) en de uitvoering van het bodemdecreet: een saneringsproject werd opgesteld, werd ontvankelijk verklaard door de Direction de l'Assainissement des Sols (DAS) en werd goedgekeurd op 20 november 2019 rekening houdend met de geplande situatie oftewel het residentiële gebruik (referentie DS00001131).

Overeenkomstig het decreet van 1 maart 2018 moet een eindevaluatie opgesteld en goedgekeurd worden door het DAS eens de saneringswerken afgerond zijn.

De beoogde functies na sanering (huisvesting en nevenfuncties) mogen bijgevolg geen grote risico's inhouden op bodemverontreiniging. Bij de uitvoering van activiteiten met een risico voor de bodem moeten de exploitatievoorwaarden zoals beschreven in de milieuvergunning nageleefd worden.

5. Grond- en oppervlaktewater

De site Coronmeuse bevindt zich tussen twee samenlopen: stroomopwaarts is er de samenloop van de Maas en de aftakking ter hoogte van de Pont Atlas en stroomafwaarts de samenloop van de Maas en het Albertkanaal ter hoogte van het westelijke punt van Île de Monsin.

Het oppervlaktewaterlichaam met nummer MV35R 'Maas II' wordt gekenmerkt door een zware antropogene druk en zijn ecologische waarde geëvalueerd in 2013 wordt als matig beschouwd.

Ongeveer 39% van de omtrek is bedekt met een waterdoorlatende bekleding en 10% met oppervlaktewater (de Darse). Het percentage aan ondoorlatende oppervlakte ligt dus rond de 50%, wat grotendeels overeenstemt met de wegen en gebouwen.

De omtrek valt onder het gemeenschappelijke saneringsstelsel en is aangesloten op het waterzuiveringsstation van Luik-Oupeye waarvan de nominale capaciteit berekend is op 445.600 inwonerequivalenten.

De uitvoering van het ontwerp en de bebouwing van de momenteel onderbenutte gebieden zal leiden tot een toename van de bevolking en van de activiteiten binnen het gebied. Deze toename zal gepaard gaan met een stijging van het waterverbruik dat geraamd wordt op 4.443 IE oftewel een debiet van 800 m³/dag. De huidige infrastructures zullen dus aangevuld worden. De uitvoering van het ontwerp zal echter geen impact hebben op de capaciteit van het zuiveringsstation stroomafwaarts aangezien de lozing van het afvalwater als gevolg van de uitvoering van het ontwerp een stijging inhoudt van slechts 1% van de totale capaciteit van het station.

Om het waterverbruik te beperken, kunnen de toekomstige constructies binnen de omtrek uitgerust worden met regenwatertanks waarvan de afmetingen gekozen kunnen worden in functie van de op te vangen watervolumes en het gebruik van regenwater (schoonmaak, besproeiing, doorspoelen van toiletten, watertoevoer naar wasmachine enz.).

Het precieze percentage aan ondoorlatende oppervlakte kan nog niet gezegd worden in de fase van de herziening van het gewestplan. Rekening houdend met de voorziene verdichting en uitsluitend op basis van een cijfer aan onbebouwde oppervlakte vermeld op het bodembestemmingsplan zal het percentage aan ondoorlatende oppervlakte echter hoger liggen dan de 50% van nu.

Bij de infiltratie van water moet rekening gehouden worden met meerdere factoren zoals de diepte van de waterlaag, de verspreiding van verontreinigende stoffen en de stabiliteit van de constructies. De infiltratie van regenwater in de bodem is raadzaam op plekken waar het alluviale water het diepst zit. Deze plekken moeten gevalideerd worden na de uitvoering van een risicostudie om zeker te zijn dat de infiltratie van regenwater ter hoogte van de buffervoorzieningen niet zal leiden tot verspreiding van de verontreinigende stoffen aanwezig in de bodem en het grondwater. Wanneer de risicostudie concludeert dat de infiltratie van regenwater geen enkel risico inhoudt op de verspreiding van verontreinigende stoffen, is het nog altijd nodig dat de aangepaste geotechnische studie bevestigt dat de infiltratie geen enkel stabiliteitsprobleem oplevert gezien de vele geotechnische drukfactoren van de omtrek.

Gezien het lage lozingsdebiet aan regenwater, als gevolg van de uitvoering van het ontwerp tot herziening, in verhouding tot dat van de Maas (variërend tussen 47,28 m³/s en 338,31 m³/s afhankelijk van de maand), hoeft geen enkele grote wijziging voorzien te worden aan het stelsel van de waterlopen.

6. Biodiversiteit – Fauna en flora

De site Coronmeuse bestaat voornamelijk uit gebieden met mineralen en gebieden met sierplanten/intensief beheer. De site heeft een zeer lage biologische/ecologische waarde maar bevindt zich echter aan de rand van het gewestelijke ecologische doorgangsgebied van het type ‘alluviale vlakte’ dat zich uitstrekt tot Herstal (en zelfs nog verder).

De gevolgen van de uitvoering van het ontwerp tot herziening van het gewestplan op de aanwezige milieus zullen sterk afhangen van de nieuwe bestemming die gegeven wordt.

In het algemeen, en om de gevolgen voor de natuurlijke habitats te beperken, moeten de projecten voorzien binnen de delen van het gebied van gemeentelijk belang bestemd voor bebouwing rekening houden met de bestaande elementen (waaronder de hoogstammige bomen) en er alles aan doen om deze zo veel mogelijk te bewaren met het doel een deel van de verbindingen van de ecologische vermazing te behouden zodat de dier- en plantensoorten in stand gehouden worden.

Hoewel deze soorten doorgaans veel voorkomen en weinig eisen stellen, is het toch raadzaam te waken over hun behoud en bescherming.

7. Luchtkwaliteit, klimaat en energie

De oorspronkelijke activiteiten binnen de omtrek, beperkt tot de basisschool Léona Platel en de beurshallen (Liège Expo), hebben slechts een beperkte impact op het vlak van luchtkwaliteit, klimaat en energie. De luchtkwaliteit kan als goed beschouwd worden ten opzichte van de Europese normen, maar kan nog verbeterd worden in vergelijking met de criteria vastgelegd door de WGO.

De uitvoering van het ontwerp tot herziening zal gevolgen hebben voor het klimaat door het ontstaan van nieuwe bronnen van broeikasgasuitstoot en door de impact van de nieuwe bouwwerken op het lokale microklimaat.

De uitvoering van het ontwerp tot herziening zal gevolgen hebben voor de luchtkwaliteit die hoofdzakelijk te maken hebben met:

- de gebouwen: de uitstoot verbonden aan het energieverbruik door de bezetting hiervan zal aanzienlijk stijgen ten opzichte van de huidige situatie waarbij slechts drie gebouwen (twee scholen en de Beurshallen) met tussenpozen operationeel zijn;
- het wegverkeer:
 - ter hoogte van de omtrek zal de uitstoot afnemen door het verkeer te reorganiseren en doorgaand verkeer onmogelijk te maken door het schrappen van de Quai de Wallonie en de Rue Maurice Denis.
 - rondom de omtrek zal de uitvoering van het ontwerpplan leiden tot grotere verkeersstromen op de weg en dus ook tot meer uitstoot.

Op het vlak van energie zal de uitvoering van het ontwerp tot herziening wegens de hogere dichtheid leiden tot een hoger energieverbruik dan dat van vandaag. Binnen dit ontwerpplan is het energieverbruik hoofdzakelijk verbonden aan de gebouwen en afhankelijk van:

- de stedelijke vorm: oriëntatie, relatieve ligging en bouwprofiel van de bouwwerken;

- het potentieel voor het gebruik van hernieuwbare energiebronnen.

8. Geluid en trillingen

De initiële geluidsomgeving ter hoogte van de omtrek die het voorwerp uitmaakt van de aanvraag werd gekwalificeerd als matig luid met een L_{den} hoger dan 60 dB(A). De voornaamste geluidsbron nabij de omtrek is afkomstig van het verkeer dat op de verschillende wegen rijdt.

De gevolgen verbonden aan de uitvoering van het ontwerp tot herziening vertalen zich in veranderende geluidsniveaus te wijten aan de variatie in de verkeersstromen op de weg (verhoging van de niveaus matig luid, merkbaar of nauwelijks merkbaar in het noorden van de omtrek en verlaging in het zuidelijke deel) en in het ontstaan van potentiële geluidsbronnen zoals de technische installaties van de gebouwen en de binnen- en buitenactiviteiten.

Ook de buurt rondom de omtrek ondervindt een impact door de variatie in het verkeerslawaaï dat het ontwerp tot herziening met zich meebrengt. De elementen die losstaan van het ontwerp tot herziening en mogelijke gevolgen hebben zijn de toekomstige ingebruikname van de tram (verhoging van het geluidsniveau beperkt tot 3 dB(A) in het oostelijke deel van de omtrek) en de omvorming van het deel van de autosnelweg E25 tot een stadslaan aan de rechteroever van de Maas, wat leidt tot minder verkeerslawaaï doordat de voertuigen aan een lagere snelheid moeten rijden dan nu.

Op het gebied van trillingen zal het ontwerp tot herziening geen bijkomende hinder opleveren gelet op de aard van de geplande functies. De toekomstige ingebruikname van de tram houdt eveneens geen risico's in op trillingen binnen de omtrek.

9. Land- en bosbouwactiviteiten

Voor zover geen enkele land- en bosbouwactiviteit wordt uitgeoefend op de site Coronmeuse, valt geen enkel effect van het ontwerpplan op dergelijke activiteiten te melden.

10. Interacties tussen de verschillende factoren

Het milieueffectenrapport legt niet de nadruk op bijzondere interacties tussen de effecten die in deze milieuverklaring vernoemd worden.

11. Schrapping van de hoogspanningslijn

Overeenkomstig de vergunning die op 9 juni 2021 werd toegekend door de gemachtigde ambtenaar werd de elektriciteitslijn tussen de hoogspanningsposten van Bressoux en Ans afgebroken in de loop van december 2021. Deze elektriciteitslijn is vandaag dus niet meer aanwezig.

Aangezien deze infrastructuur verdwenen is en geen enkel belang meer heeft voor de exploitant, lijkt het verstandig om de hoogspanningslijn over het volledige grondgebied van de gemeente uit het gewestplan te schrappen zodat er geen onnodige administratieve lasten opduiken bij toekomstige ontwikkelingen.

12. Schrapping van de gewestweg

De schrapping van de gewestweg stemt overeen met diens tracé gevormd door de Quai de Wallonie en de Avenue Maurice Denis.

Deze schrapping heeft tot doel concreet vorm te geven aan de wens om de organisatie van het gemotoriseerde verkeer te herzien door doorgaand verkeer langs de site Coronmeuse onmogelijk te maken.

Deze keuze zal een impact hebben op het vlak van verstedelijking (site zal minder dienst doen als weg), van mobiliteit (verkeersverschuiving naar de as Coronmeuse-Place Coronmeuse-Rue Ernest Solvay), van fauna en flora (bevordering van de continuïteit van het ecologische netwerk) en van luchtkwaliteit en geluidsomgeving (minder verkeer).

IV. Andere overwogen redelijke oplossingen

De auteur van het milieueffectenrapport heeft de volgende alternatieven geanalyseerd:

- Een alternatieve bestemming waarbij de omtrek wordt opgenomen als woon- en parkgebied (respectievelijk ter hoogte van de gemengde en groene woongebieden en van het parkgebied zoals voorzien in het bodembestemmingsplan) en niet als een gebied van gemeentelijk belang.
- Alternatieve afbakeningen:
 - o Alternatief 1 – Verwijdering van het woongebied
Dit alternatief bestaat uit het wijzigen van de omtrek door het woongebied ten oosten hiervan niet meer te integreren.
Deze afbakening is gebaseerd op de grenzen van de gebieden op het gewestplan, waarbij gestopt wordt aan het tracé van de verbindingsweg die in theorie overeenkomt met de Rue Ernest Solvay.
 - o Alternatief 2 – Integratie van het groengebied in het westen
Dit alternatief bestaat uit het wijzigen van de omtrek door in het westen het groengebied zoals opgenomen in het gewestplan te integreren.
 - o Alternatief 3 – Uitbreiding van de omtrek tot aan de gemeentegrens in het oosten
Dit alternatief bestaat uit het wijzigen van de omtrek door de te herziene omtrek in het oosten uit te breiden tot de gemeentegrens.
- Alternatieve locaties: de auteur van het milieueffectenrapport analyseerde vier gebieden waarvan de inrichting door de gemeente onderworpen is aan overleg (ZACC) die elk een antwoord kunnen bieden op de vastgoeddruk en die een stadsontwikkelingsplan mogelijk maken met dezelfde omvang zoals beoogd in Coronmeuse:
 - o De ZACC gelegen aan de Rue Chiff d'Or in Sclessin, met een oppervlakte van 28 hectare;
 - o De ZACC gelegen aan de Rue de la Tonne in Rocourt, met een oppervlakte van 65 hectare;
 - o De ZACC gelegen aan de Rue du Bois Sauvage in Jupille-sur-Meuse, met een oppervlakte van 49 hectare;

- De ZACC gelegen aan de Rue de Bois-de-Breux in Jupille-sur-Meuse, met een oppervlakte van 26 hectare.

De auteur van het milieueffectenrapport besluit echter dat geen enkel alternatief voor het ontwerpplan en het bodembestemmingsplan, of het nu gaat om de locatie, bestemming of afbakening, de voorkeur geniet.

Gelet op de kenmerken van het ontwikkelde plan stelt de auteur van het milieueffectenrapport immers dat geen enkele alternatieve locatie gunstiger is dan de locatie van de site Coronmeuse.

Gelet op de voormelde elementen vereist de geplande ontwikkeling van een gemengd programma met een paar honderd wooneenheden op de site Coronmeuse de uitwerking van een planningsinstrument dat de huidige bestemmingen opgenomen in het gewestplan kan herzien en een kader kan scheppen voor de uitvoering van het ontwerp. Dit instrument moet de samenhang van de ontwikkelingen kunnen meten en een strategische visie kunnen vormen over de toekomst van de site.

Volgens de auteur van het milieueffectenrapport maakt het gebied van gemeentelijk belang het mogelijk om duidelijke richtsnoeren voor de ontwikkeling te geven, om de exploitatie van de site te vergemakkelijken en om rechtszekerheid te bieden waarbij een zekere flexibiliteit en de evolutie van de projecten in de tijd, volgens de noden en de evolutie van de context, verzekerd wordt.

Tot slot worden de verschillende alternatieve afbakeningen als irrelevant beschouwd door de auteur van het milieueffectenrapport.

Namen, 23 mei 2024.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek en Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het IFAPME en de Kenniscentra,

W. BORSUS